SÉNAT

Session ordinaire de 1918.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 17^e SÉANCE

Séance du vendredi 22 mars.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal : MM. Charles Deloncle et Gouzy.
2. — Excuse.
3. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'attribution d'une allocation temporaire aux inscrits maritimes (et aux veuves d'inscrits) pensionnés de la caisse des invalides de la marine ou de la caisse nationale de prévoyance au profit des marins français. — Renvoi à la commission des finances. — (N° 111.)
4. — Dépôt par M. Charles Deloncle d'un rapport sommaire, au nom de la 2^e commission d'initiative parlementaire, sur la proposition de loi de M. Catalogne ayant pour but de modifier les articles 5, 51, 72, 73, 149, 153, 155, 416 et 1033 du code de procédure civile, et d'abroger les articles 157, 160 et 161 du même code (modifications des délais en matière civile et commerciale). — (N° 112.)
Dépôt par M. Jean Morel d'un rapport, au nom de la commission des douanes, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916. — (N° 113.)
Dépôt par M. Magny d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux traités de gré à gré et aux achats sans marché passés ou effectués par les communes et par les établissements publics de bienfaisance. — (N° 114.)
5. — Demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. — Renvoi à la commission, nommée le 9 novembre 1917, relative à une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. — (N° 115.)
6. — Intervention de l'ordre du jour.
7. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la démonétisation de certaines pièces d'argent.
Déclaration de l'urgence.
Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.
8. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 p. 100 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917.
Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.
Déclaration de l'urgence.
Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances ; Guillaume Chastenet, Klotz, ministre des finances ; Jénouvrier, Servant et Eugène Lintilhac.
Discussion des articles :
Art. 1^{er} :
Tableau A :
Observations sur le « 7^e chevaux poneys, ânes, mules et mulets de luxe » : MM. Boivin-Champeaux et Klotz, ministre des finances.
Demande de rejet du « 9^e eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs, vins de liqueurs » : MM. Mulac, Klotz, ministre des finances ; Milliès-Lacroix, rapporteur général. — Rejet de la demande.
Adoption de l'ensemble du tableau A.
Adoption du tableau B.
Disposition additionnelle de M. Cazeneuve et plusieurs de ses collègues à l'article 1^{er} :
SÉNAT — IN EXTENSO

MM. Cazeneuve et Klotz, ministre des finances.

— Retrait.

Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}.

Art. 2 et 3. — Adoption.

Sur l'ensemble : MM. Gaston Menier et Milliès-Lacroix, rapporteur général.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

9. — Dépôt par M. Klotz, ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917. — Renvoi à la commission des finances. — (N° 116.)

10. — Dépôt par M. Milliès-Lacroix d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917. — (N° 117.)

11. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à relever les suppléments temporaires de traitement des personnels civils de l'Etat et les suppléments temporaires de solde des officiers subalternes et sous-officiers à solde mensuelle, et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés pour le premier trimestre 1918 : 1^o au titre du budget ordinaire des services civils ; 2^o pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.
Déclaration de l'urgence.
Discussion immédiate prononcée.
Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.
Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances.

Discussion des articles :

Adoption des art. 1^{er} (Etat A), art. 2 (Etat B), art. 3 (Etat C) et art. 4 à 7.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

12. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'attribution de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement au personnel de la marine marchande.
Déclaration de l'urgence.

Discussion générale : M. Réveillaud, rapporteur.

Adoption de l'article unique de la proposition de loi.

13. — Renvoi à la prochaine séance de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les unités de mesure.

Observations sur l'ajournement ; MM. Cazeneuve, rapporteur, et Dominique Delahaye.

14. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1918 (suppléments temporaires de traitement pour cherté de vie et pour charges de famille). — Renvoi à la commission des finances. — (N° 118.)

15. — Règlement de l'ordre du jour.

Fixation de la prochaine séance au mardi 26 mars.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Guillaume Chastenet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du mardi 19 mars.

M. Charles Deloncle. Je demande la parole sur le procès-verbal.

M. le président. La parole est à M. Deloncle.

M. Charles Deloncle. Etant intervenu à la dernière séance au cours de la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 5 millions au ministère de l'intérieur en vue d'apporter des secours d'extrême urgence aux victimes des catastrophes

de Moulins et de la Courneuve, le *Journal officiel* a rapporté inexactement une partie de mes paroles. Il me fait dire, en effet, que j'ai demandé que des installations de dépôt d'explosifs ou des usines travaillant des matières dangereuses soient installées dans d'autres communes, alors qu'au contraire j'ai instamment réclamé que des installations de cette nature ne fussent plus faites au milieu des agglomérations ou dans leur voisinage. Je n'ai pas dit non plus que, le matin même, j'avais été prévenu qu'une nouvelle fabrication offrant des dangers pour la population allait être installée au centre même d'une de nos communes de la banlieue, mais bien que l'administration qui avait projeté de créer cette usine dans de telles conditions venait enfin de se décider, à la suite de mes démarches pressantes, à la placer ailleurs, en dehors de l'agglomération urbaine. J'ai voulu, par ce seul exemple, justifier la nécessité d'une enquête générale sur les usines comme sur les dépôts d'explosifs présentement existants, afin qu'à la suite de cette enquête toutes les mesures nécessaires pussent être prises en vue d'empêcher le retour de désastres analogues à ceux que nous avons eus à déplorer en province comme dans la Seine.M. le président. La rectification sera insérée au *Journal officiel*.

M. Gouzy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gouzy.

M. Gouzy. Messieurs, j'ai été porté comme m'étant abstenue dans le scrutin sur le projet de loi accordant des secours aux victimes de l'explosion de la Courneuve. C'est une erreur. Je déclare avoir voté « pour ».

M. le président. La rectification sera faite.

Il n'y a pas d'autres observations sur le procès-verbal ? ...

Le procès-verbal est adopté.

2. — EXCUSE

M. le président. M. Defumade s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

3. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 20 mars 1918.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 15 mars 1918 la Chambre des députés a adopté une proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une allocation temporaire aux inscrits maritimes (et aux veuves d'inscrits) pensionnés de la caisse des invalides de la marine ou de la caisse nationale de prévoyance au profit des marins français.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,

« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi sera imprimée, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des finances.

4. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Deloncle.

M. Charles Deloncle. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de la 2^e commission d'initiative parlementaire, un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Catalogne ayant pour but de modifier les articles 5, 51, 72, 73, 149, 153, 155, 416 et 1033 du code de procédure civile, et d'abroger les articles 157, 160 et 161 du même code (modifications des délais en matière civile et commerciale).

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Morel.

M. Jean Morel. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport, fait au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Magny.

M. Magny. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux traités de gré à gré et aux achats sans marchés passés ou effectués par les communes et par les établissements publics de bienfaisance.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

5. — DEMANDE EN AUTORISATION DE POURSUIVRE UN SÉNATEUR

M. le président. J'ai reçu une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat.

La demande sera imprimée, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission nommée le 9 novembre 1917, relative à une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat.

Il n'y a pas d'observation?...

Il en est ainsi décidé.

6. — INTERVERSION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. L'ordre du jour appellerait, sous réserve qu'il n'y ait pas débat, la 1^{re} délibération sur la proposition de loi concernant l'attribution de la Légion d'honneur et de la médaille militaire au personnel de la marine marchande.

Mais un orateur s'étant fait inscrire, la délibération est renvoyée à la suite de l'ordre du jour. (*Adhésion.*)

7. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI TENDANT A LA DÉMONÉTISATION DE CERTAINES PIÈCES D'ARGENT

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la démonétisation de certaines pièces d'argent.

M. Beauvisage, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Seront retirées de la circulation et démonétisées les pièces de 2 fr., 1 fr., 50 centimes et 20 centimes à l'effigie de Napoléon III lauré. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Un décret fixera la date à partir de laquelle ces pièces cesseront d'avoir cours légal et forcé et ne seront plus admises dans les caisses de l'Etat. »

— (Adopté.)

« Art. 3. — Les dépenses nécessitées par le retrait des monnaies désignées à l'article 1^{er} seront imputées sur le fonds d'entretien de la circulation monétaire constitué en vertu de l'article 1^{er} de la convention internationale du 4 novembre 1908. »

— (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

8. — DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI IMPOSANT LES OBJETS DE LUXE

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 p. 100 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Deligne, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 p. 100 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 12 février 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, § 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics qui dispose que les ministres peuvent se faire assister devant les deux Chambres par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Bolley, directeur général des douanes, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la

taxe de 10 p. 100 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 6 mars 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

Le rapport ayant été distribué à domicile, je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, le projet de loi en discussion n'est autre chose que la consécration de l'article 27 de la loi de finances du 31 décembre dernier, qui a institué une taxe somptuaire sur tous les objets classés comme étant de luxe.

Vous devez vous souvenir qu'un débat assez intéressant a eu lieu devant le Sénat au moment du vote de cet article. Je rappelle, tout d'abord, d'une manière générale, que l'Assemblée s'est montrée, en raison des circonstances et abstraction faite de toute discussion de doctrines, favorable à l'institution de cette taxe somptuaire. Quelques divergences s'étaient manifestées en ce qui concerne le tableau de classement à établir : la commission des finances eût désiré qu'il fût préparé directement par elle, d'accord avec le Gouvernement ; il en a été décidé autrement et la préparation du tableau de classement a été confiée à une commission nommée par décret.

Le tableau préparé par cette commission, instituée par le décret du 5 janvier 1918, a été adopté par la Chambre des députés avec certaines modifications qui ne laissent pas que de soulever de sérieuses critiques.

Au cours de mon rapport présenté au nom de la commission des finances, j'ai signalé un certain nombre d'imperfections et d'imprécisions regrettables, sur lesquelles je ne reviendrai pas ici.

Nous espérons que le Gouvernement voudra bien tenir compte des observations formulées et qu'à l'expérience, il reconnaîtra que, dans l'intérêt même de la loi, certaines modifications devront être apportées à bref délai au classement qu'elle comporte. (*Très bien ! très bien !*)

Ceci dit, je crois de mon devoir d'appeler l'attention du Gouvernement sur les difficultés d'application de la nouvelle taxe.

Le commerce va être institué collecteur d'impôts. C'est là un rôle très délicat auquel il n'est pas bien préparé, surtout dans les petites villes.

Tous les petits commerçants auront besoin d'être guidés avec une sollicitude particulière pour être mis en état d'appliquer la loi correctement. Les instructions données devront être claires et précises, afin d'éviter la confusion et l'arbitraire. Enfin, toutes précautions devront être prises pour empêcher, autant que possible, l'évasion de la matière imposable et assurer la rentrée dans les caisses du Trésor de toutes les sommes qui auront été perçues. (*Très bien ! très bien !*)

J'ajoute que la commission des finances a reçu d'un certain nombre d'associations du commerce et de l'industrie, de chambres syndicales et de commerçants des doléances qui ont une certaine gravité. On attribue, en effet, à M. le ministre des finances

l'intention d'appliquer la taxe au paiement d'objets acquis à crédit avant le 1^{er} avril 1918 et dont le paiement a été différé après cette date.

M. Jénouvrier. Ce n'est pas possible.

M. le rapporteur général. Telle n'a pas été, selon nous, l'intention du législateur.

En effet, l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 dispose bien, il est vrai, que « trois mois après la promulgation de la présente loi, une taxe de 10 p. 100 sera instituée sur le paiement des marchandises... » ; mais de quelles marchandises ? « ... sur le paiement des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques, offerts au détail ou à la consommation, sous quelque forme et dans quelque condition que ce soit ».

Il s'agit donc bien d'objets vendus postérieurement à la promulgation de la loi. La pensée du législateur est, d'ailleurs, très clairement complétée par le quatrième alinéa de l'article 27, qui est ainsi conçu :

« Toute transaction portant sur une marchandise ou un objet de luxe, quel qu'en soit le prix, est obligatoirement constatée, lorsque le vendeur est commerçant, par l'inscription sur un livre de commerce agréé par l'administration. »

M. Mulac. Il n'existe pas.

M. le rapporteur général. Par conséquent, vous ne pourrez pas taxer des objets dont la vente n'aura pas été constatée sur le livre dont il s'agit.

Si maintenant du terrain du droit je passe sur le terrain des faits, j'appellerai l'attention du Gouvernement sur les singulières conséquences de la mesure que, paraît-il, il a l'intention de prendre.

Un acheteur a acheté à tempérament, au mois de janvier 1918, un objet qui va être classé parmi les objets de luxe. Les paiements échelonnés peuvent être faits de diverses manières : ou bien l'acheteur se rendra lui-même chez le vendeur pour acquitter ses acomptes successifs, ou bien le vendeur fera présenter chez lui une traite. Dans le premier cas, la taxe sera perçue au moment du paiement de l'acompte ou du solde ; si au contraire, l'acheteur paye au moyen d'une traite, il n'acquittera pas la taxe.

Voici encore un mobilisé qui s'est marié quelque temps avant la mobilisation et a acheté à tempérament de menus objets qui vont être classés comme étant de luxe. Il a usé du moratorium. Quand il va rentrer chez lui, allez-vous donc percevoir la taxe de 10 p. 100 sur les paiements qu'il effectuera ?

Je crois, il est vrai, monsieur le ministre, que vous voulez faire aux achats effectués avant la mobilisation un autre sort qu'à ceux faits depuis, mais avant le 1^{er} avril 1918 : c'est possible ; mais, même avec cette atténuation, votre interprétation n'est pas défendable. *(Très bien ! très bien !)*

Je crois que si vous persistez dans cette voie, vous souleverez de grandes difficultés.

Sous le bénéfice de ces observations, j'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien adopter le projet de loi qui lui est soumis. *(Applaudissements.)*

M. le président. La parole est à M. Chastenet.

M. Guillaume Chastenet. Je voudrais poser à M. le ministre quelques questions aussi courtes et aussi précises que possible.

Une difficulté s'est élevée au sujet de l'interprétation qu'il convenait de donner au 3^e alinéa de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917, qui exclut de la taxe dont il s'agit les ventes par licitation forcée.

Il faut qu'il soit bien entendu que le mot « licitation » doit être compris dans le sens le plus large. Je trouve, dans le rapport de M. Millès-Lacroix, cette interprétation qui

est des plus justes et des plus équitables ; je voudrais cependant qu'elle nous soit confirmée par M. le ministre.

M. le rapporteur général dit en effet :

« Il doit être bien entendu que la dérogation prévue par la deuxième phrase de ce paragraphe ne doit s'appliquer qu'au cas où la vente par licitation aura été forcée, par exemple lorsqu'il s'agit de vente après saisie ou faillite, de vente de biens de mineurs par jugement et non lorsqu'il eût pu être procédé à la licitation dans la forme amiable. Autrement, il y aurait là un moyen trop commode d'éviter la majoration prévue par le paragraphe précité. »

Il est donc bien entendu que toutes les ventes forcées, soit parce que parmi des cohéritiers il existe des mineurs, soit par suite d'acceptation de successions sous bénéfice d'inventaire, ne seront pas passibles des droits.

Il ne serait pas juste, en effet, que certaines successions riches ne payent pas des droits que devraient acquitter des successions acceptées sous bénéfice d'inventaire.

D'autre part, il y a des ventes auxquelles on refuse quelquefois le nom de licitation, les ventes sur poursuites judiciaires, les ventes après faillite, les ventes de meubles de locataires n'ayant pas payé leurs termes ; il ne faut pas que l'impôt s'applique à ces ventes, autrement ceserait un impôt sur la misère, sur la ruine. *(Très bien ! très bien !)*

Le rapport de la commission est tout à fait formel à cet égard ; il nous donne satisfaction, mais je voudrais en avoir la confirmation par M. le ministre des finances lui-même.

M. L.-L. Klotz, ministre des finances. Je suis entièrement d'accord avec la commission des finances à ce sujet.

M. Guillaume Chastenet. Je vous remercie, monsieur le ministre. Je me permets maintenant de vous poser une deuxième question qui, d'ailleurs, a été indiquée par M. le rapporteur général à la tribune.

Il y a des dettes qui doivent être libérées par des paiements échelonnés, dettes qui peuvent remonter avant la mobilisation ou, en tout cas, avant la promulgation de la loi que nous allons voter.

Pour ces paiements, le droit s'appliquera-t-il de toute façon, sans considérer si la vente est antérieure ou postérieure à la loi ? Il peut y avoir des créances qui ont été moratorisées. Des hommes ont été mobilisés : ils ont profité au moratorium ; lorsque ce moratorium sera levé, ils devront faire honneur à leurs engagements. Faudra-t-il encore qu'ils payent l'impôt qui aura été voté dans l'intervalle ? Je ne crois pas que ce soit le sentiment de M. le ministre.

Si M. le ministre veut bien, pour la bonne méthode, répondre à cette question...

M. le ministre. Je vous répondrai, si vous le voulez bien, dans quelques instants, en même temps qu'à M. le rapporteur général.

M. Guillaume Chastenet. Voici alors ma dernière question.

L'impôt très lourd qui va frapper les ventes des objets d'art va à l'encontre du but poursuivi par une proposition de loi que j'ai déposée il y a plusieurs mois déjà.

On pouvait craindre qu'après la cessation des hostilités, des étrangers, appartenant aux pays neutres, relativement épargnés par la guerre, ne se jettent sur notre pays cruellement éprouvé, et ne profitent de la gêne des particuliers pour acheter les plus belles œuvres, les bijoux de nos plus célèbres collections, entraînant ainsi un véritable exode de toutes nos richesses artistiques. *(Approbation.)*

C'est en vue d'empêcher, autant que

possible, un drainage qui s'opérerait aux dépens de notre trésor d'art que la proposition de loi que j'ai déposée prévoyait l'établissement des droits à la sortie et en même temps donnait à l'Etat un certain droit de préemption.

Or, l'impôt de 10 p. 100 va aller absolument à l'encontre du but que je me proposais et favoriser le drainage des œuvres d'art aux dépens de la France et au profit de l'étranger.

En effet, il va frapper la marchandise, achetée par des Français, payée par des mains françaises, mais les étrangers échapperont à cet impôt si vous n'établissez pas des droits à l'exportation.

Vous êtes le grand argentier de France, monsieur le ministre, et vous avez raison de faire de louables efforts pour vous procurer des ressources, mais il y a d'autres richesses que celles que vous manipulez, il y a des richesses artistiques auxquelles il faut veiller et qu'il serait dommage de voir drainées au profit des étrangers et desquels ?

M. Eugène Lintilhac. Le marché d'art s'est déjà déplacé et l'exode est déjà commencé.

M. Guillaume Chastenet. Oui, le marché d'art s'est déplacé et le résultat de cette loi, même en se plaçant au point de vue purement financier, sera de faire fuir la richesse imposable. L'apologie de l'avare et de la poule aux œufs d'or est toujours de saison et je pense aux sauvages dont parle Montesquieu qui coupent l'arbre pour avoir les fruits. *(Très bien ! très bien !)*

Certes, il est nécessaire de trouver des ressources, et pour cela d'établir des impôts, c'est entendu ; mais tout en frappant la richesse artistique d'un droit de 10 p. 100, je voudrais voir dans votre esprit la préoccupation corrélatrice d'instituer certains impôts à la sortie qui seraient une source nouvelle de bénéfices et empêcheraient en tout cas l'exode de bien des œuvres d'art antiques et célèbres, qui sont l'honneur de notre pays et constituent, en outre, une matière imposable qu'à tous les points de vue il convient de conserver dans notre pays. *(Applaudissements.)*

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Je répondrai d'un mot aux observations de M. le rapporteur général et de M. Chastenet.

Il est très certain que c'est le paiement qu'il faut considérer comme donnant lieu à la perception de la taxe, sinon il n'est pas douteux qu'il se produirait des fraudes nombreuses.

Tout au moins pendant un certain temps après la mise en vigueur de la loi, on déclarerait comme effectués antérieurement au 2 avril des achats payés après cette date, et l'on échapperait ainsi à l'impôt. Il existe, en matière de fraude, une ingéniosité particulière qu'il importe de déjouer.

Mais le vendeur qui a reçu une lettre de change se trouve dans une situation particulière.

Ayant la faculté de se procurer des fonds par l'escompte de cette lettre de change, il peut être considéré comme étant payé en fait. Dans ces conditions, il y a lieu d'admettre que l'objet vendu a été payé avant le 2 avril : la taxe, dans ce cas, n'est pas exigible.

Lorsqu'il s'agit de créances moratorisées, la question ne se pose même pas. Si l'acheteur justifie qu'il avait droit à bénéficier du moratoire, il serait injuste d'exiger de lui la taxe de 10 p. 100.

En résumé, lorsqu'on sera en présence d'une créance moratorisée ou qu'il y aura eu, avant le 2 avril 1918, remise d'une lettre de change, la taxe ne sera pas réclamée.

Du reste, un certain nombre de commer-

cants ont pris, dès maintenant, leurs précautions ; ils ont envoyé à leurs clients des lettres insidieuses et charmantes, en leur disant : « Il va y avoir une taxe nouvelle de 10 p. 100 sur les objets de luxe ; puis, il y aura une augmentation de la taxe sur les paiements autres que les objets de luxe ; vous avez une note à payer, dépêchez-vous de l'acquitter avant que les taxes ne jouent. »

Ils ont fait rentrer ainsi beaucoup d'argent. Ils n'ont donc point à se plaindre. (Approbation.)

En ce qui concerne les droits à l'exportation, messieurs, je dis très nettement que la forme d'impôt que nous avons choisie pour les objets de luxe est certainement la moins sensible pour le contribuable. En effet, je crois pouvoir dire sans crainte d'être démenti par personne, que l'impôt le plus supportable est celui qui ne se traduit pas par un chiffre sur une feuille envoyée par le percepteur. Au fur et à mesure que cet impôt entrera dans les mœurs, il semblera tout à fait normal et légitime.

Vous ne l'ignorez pas, messieurs, les denrées les plus nécessaires à l'alimentation ont augmenté au moins de 100 p. 100 depuis le début de la guerre.

M. le président de la commission des finances. Et même davantage !

M. le ministre des finances. Je dis 100 p. 100 pour le moins. Qu'est-ce alors qu'une augmentation de 10 p. 100 seulement sur les objets de luxe ?

Elle s'incorporera très facilement au prix de la chose vendue. C'est pourquoi je vous demande de vouloir bien voter le texte adopté par la Chambre.

En ce qui concerne le droit de sortie, je réponds à M. Chastenet que nous n'avons pas voulu taxer les objets de luxe, dont la France s'enorgueillit à juste titre, lorsqu'ils doivent aller à l'étranger porter le bon renom de notre industrie nationale. Quand il s'agit de grandes marques de bijoux, d'objets d'art, nos commerçants ne doivent pas être placés en état d'infériorité devant la concurrence étrangère. C'est pour ce motif que nous n'avons pas voulu établir le droit à l'exportation.

Je demande au Sénat de vouloir bien partager le sentiment qui nous a inspirés. (Très bien ! très bien !)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, je n'ai pas besoin de dire que les explications de M. le ministre des finances sont loin de me satisfaire, pas plus qu'elles ne satisferont sans doute une grande partie de cette Assemblée. M. le ministre interprète la loi contrairement à son texte.

M. le ministre des finances. Je ne me permettrais pas d'interpréter une loi contrairement à son texte.

M. le rapporteur général. La loi dit formellement qu'il s'agit du paiement d'objets offerts à la vente ou à la consommation et, non pas d'objets qui ont été déjà vendus et dont on a pris livraison antérieurement à la loi.

J'ajoute que le quatrième paragraphe de l'article 27 fortifie cette pensée du législateur. En voici, en effet, les termes :

« Toute transaction portant sur une marchandise ou un objet de luxe, quel qu'en soit le prix, est obligatoirement constatée, lorsque le vendeur est commerçant, par l'inscription sur un livre de commerce agréé par l'administration. »

Quoi de plus clair ? Vous percevrez la taxe sur l'objet dont la vente aura été constatée, au moment où s'effectuera le paiement. Voilà bien la pensée du législateur.

M. Fabien-Cesbron. Ce n'est pas sur le paiement, c'est sur la vente.

M. Milliès-Lacroix. C'est sur la vente,

mais au moment où s'effectuera le paiement. Nous sommes bien d'accord là-dessus.

M. Peytral, président de la commission des finances. Le paiement de l'objet offert.

M. le rapporteur général. Monsieur le ministre, vous avez vous-même affirmé votre interprétation, quand vous avez dit : « En ce qui touche les objets achetés avant le moratorium, pour le paiement desquels les débiteurs auront bénéficié de cette mesure, pas de difficulté : ils ne seront pas soumis à la taxe. » Pourquoi ? En vertu de quoi ? Comment ! parce qu'ils auront été achetés le 1^{er} juillet 1914...

M. le ministre. C'est le moratoire judiciaire.

M. le rapporteur général. Mais au moment où le paiement s'effectuera, les acheteurs dont il s'agit seront dans la même situation que celui qui aura acheté le 1^{er} janvier 1918. Et je vous ai fait tout à l'heure cette comparaison de deux acheteurs qui, le 1^{er} janvier 1918, auront acheté le même objet pour le même prix, l'un au comptant et l'autre à tempérament. Le premier, n'aura pas à acquitter la taxe ; le second, au contraire, s'il verse des acomptes postérieurement à la promulgation de la loi, devra la supporter, à moins qu'il ne paye par traite, cas auquel il ne la payera sans doute pas.

Il y a là une solution inadmissible et je vous affirme que telle n'a pas été notre pensée. Vous faites fausse route, monsieur le ministre, dans votre interprétation ; vous vous exposez à un grand nombre de difficultés, à des procès, et à mon sens, je crois que les plaideurs auront raison contre vous, (Très bien ! très bien !)

M. Jénouvrier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jénouvrier.

M. Jénouvrier. Puisque la question a été soulevée, il me paraît qu'elle doit être résolue ; sa solution, me semble-t-il, résulte de la compréhension qu'on peut avoir de la clarté de la langue française. Cela suffit.

Il ne s'agit pas de fraude — nous savons très bien que la fraude fait exception à toutes les règles — il s'agit de l'application très simple d'un texte de loi très simple lui-même. Le législateur a-t-il entendu dire que le paiement de toutes marchandises achetées au-dessus de 10 fr. donnerait lieu à un droit ? Non, il a décidé que la convention ayant pour objet une marchandise d'un prix de... donnera lieu, au moment du paiement de cette marchandise achetée, à un droit. (Très bien ! à droite.)

Il n'est pas besoin d'être un juriste, — suivant l'expression de M. le rapporteur général, — pour se rendre compte des phénomènes qui se passent lorsqu'un client va dans un magasin où il y a une marchandise offerte.

M. le rapporteur. C'est la loi qui le dit.

M. Jénouvrier. La loi ne peut pas dire autre chose. C'est la nécessité. Dans tous les magasins de Paris, les marchandises qu'ils contiennent sont offertes. Un client se présente, et dit : « Vous m'offrez cette marchandise, je l'achète, un prix de... ». Et immédiatement, la loi intervient qui dit : « Mais sur cette marchandise qui vous a été offerte, que vous avez acceptée, et qui constitue la convention, moi, législateur, je fais une perception de... » La perception n'est due que sur la convention et non pas sur le paiement, seulement le droit sera acquitté au moment du paiement. Ce droit a pour objet la convention.

M. Guillaume Chastenet. Il n'y a même pas besoin de le dire.

M. Jénouvrier. M. le ministre a dit : « Il y a une distinction à faire entre ces divers acheteurs et suivant le mode qu'ils choisiront. »

L'acheteur qui se sera libéré, je suppose par un chèque, antérieurement au 1^{er} avril ne payera pas le droit parce que le chèque au moment où on le présente, c'est une pièce de monnaie qui libère l'acheteur. Mais M. le ministre a ajouté peut-être à tort : « Le négociant qui tire un chèque avant le 1^{er} avril libérera lui-même son acheteur du droit, parce que le négociant peut escompter le titre et qu'il en tirera de l'argent. »

Pourquoi donc ? Est-ce que le billet de mon créancier me libère ? Je vais plus loin : la lettre de change ne me libérera que si je paye. En conséquence, il suffit de lire le texte du rapport pour arriver à cette conclusion nécessaire que le droit que nous allons instituer par notre vote s'applique à la convention qui a pour objet la vente d'une marchandise à un prix supérieur à 10 fr.

Je suis convaincu qu'il ne se trouvera pas dans le Sénat une minorité appréciable pour être d'un avis différent, et je suis certain que M. le ministre renoncera à ses prétentions.

(M. le ministre fait un geste de dénégation.)

M. Jénouvrier. Eh bien, monsieur le ministre, il est triste que, dans une grande Assemblée comme le Sénat français, on se lève de tous les côtés pour dire au contribuable : « Résistez aux prétentions de votre ministre des finances et, s'il le faut, allez devant les tribunaux. »

Rien n'est plus regrettable, et je n'oserais le faire si je n'avais pour exemple M. le rapporteur général, et si je ne répondais, j'en suis convaincu, au sentiment unanime du Sénat. (Très bien ! très bien !)

M. le président. La parole est à M. Servant.

M. Servant. Je m'excuse, messieurs, d'intervenir dans le débat après les explications si complètes qu'ont données M. le rapporteur général et l'honorable collègue qui descend de cette tribune.

C'est la même thèse que je voudrais soutenir, et je serai très bref, puisqu'elle a déjà été si brillamment défendue. J'aurais d'ailleurs désiré, et je désire encore voir M. le ministre se rendre aux bonnes raisons qui vous ont été présentées.

Il n'est pas douteux qu'en donnant un effet rétroactif à cette loi, vous commettez une injustice flagrante, mais il y a une autre raison.

Vous disiez tout à l'heure, monsieur le ministre — je vous l'entendais dire en montant à cette tribune — : il n'y a pas de petits acheteurs. Mais si, il y a des petits acheteurs, et ce sont précisément ceux-là que vous allez frapper. Cependant, vous ne le voulez pas ; ce n'est pas votre sentiment, nous le savons il est trop généreux.

Quels sont ceux qui peuvent payer immédiatement ? Ce sont les riches, ceux qui possèdent. Quels sont ceux qui, au contraire, demandent crédit ? Ce sont ceux qui n'ont pas la possibilité de payer immédiatement. Or, qu'arrivera-t-il ? Ceux qui auront pu payer avant le 1^{er} avril seront exempts de cet impôt ; ceux qui, au contraire, auront acheté avant le 1^{er} avril et n'auront pas pu payer, seront astreints à payer un peu plus tard. Vous parlez de faire traite sur eux, mais croyez-vous qu'on le fera ? Croyez-vous qu'un commerçant ira faire traite pour 10 fr. ? Non, il ne le fera pas ? Alors qu'arrivera-t-il ? Vous forcerez ces petits à payer et vous allez appliquer la loi à des braves gens qui ont acheté sans connaître ce droit, puisqu'ils ont acheté avant qu'il fût établi. Véritablement, c'est une injustice trop flagrante et j'ai trop de confiance dans l'esprit de justice de M. le ministre pour ne pas croire qu'il retirera cette proposition. (Très bien !)

M. le président. La parole est à M. Chastenet.

M. Guillaume Chastenet. Je n'ai rien à reprendre, messieurs, à la réponse que m'a faite M. le ministre, si ce n'est qu'il n'a pas répondu à ma question. (*Sourires.*) La faute en est à moi; je me suis sans doute mal expliqué. Qu'il me permette de reposer cette question d'une façon plus claire encore, si je le puis. Il ne s'agit pas pour moi de mettre un droit à l'exportation sur tout objet de luxe, sur les bijoux, les perles, les diamants, même sur les tableaux et statues qui sortent des mains de nos peintres ou de nos sculpteurs modernes.

Mais il s'agit de défendre ce qu'on appelle le trésor artistique du pays, c'est-à-dire les œuvres d'art anciennes qui enrichissent la nation, qui sont son orgueil, alors même qu'elles se trouvent dans des collections particulières.

C'est ainsi qu'une loi très sévère, en Italie, interdit absolument la sortie des œuvres d'art.

M. Peytral, président de la commission des finances. En Grèce aussi!

M. Guillaume Chastenet. Pour les œuvres de caractère tout à fait secondaire, il y a, à la sortie, des droits de douane extrêmement élevés. Ce qui me préoccupe c'est que, pour ces richesses artistiques, la loi actuelle va donner une prime aux étrangers; l'étranger qui les achètera n'aura à payer aucun droit; on ne les saisit pas à l'exportation. Tandis que si les œuvres d'art sont achetées par des Français, il y aura une taxe de 10 p. 100 à payer.

Je vous citais tout à l'heure l'exemple de l'Italie; or, l'Allemagne vient de nous donner le même exemple! Le Reichstag, en effet, vient de voter une motion invitant le gouvernement à établir des droits de sortie très élevés sur toutes les œuvres d'art qui se trouvent en Allemagne.

Ces jours-ci à Paris, il y a eu une vente annoncée, celle d'une galerie célèbre. Or, quelques jours avant la vente, les objets en ont été retirés.

La collection avait été acquise à l'amiable et en bloc par un étranger appartenant à un pays neutre, mais on murmure que cet étranger n'agissait lui-même que pour le compte d'une firme allemande. Nous devons donc nous préoccuper et défendre notre trésor d'art.

C'est de cette préoccupation que je voudrais voir M. le ministre tenir compte. Je voudrais que, parallèlement aux taxes qu'il propose et qu'il est obligé de nous proposer, il proposât également des mesures destinées à nous défendre contre l'exportation de nos richesses artistiques, œuvres de nos vieux maîtres et de nos inimitables artisans d'autrefois.

Ah! les bijoux, les perles, les diamants, c'est du luxe et du moins intéressant. On nous demande une taxe de 10 p. 100; j'en voterais une de 20, 30, 40 p. 100, mais à une condition, c'est qu'elle n'aille pas à l'encontre du but.

Or, si vous voulez acheter une bague, vous irez sans doute rue de la Paix et vous payerez l'impôt, mais si vous voulez acheter un collier de perles ou une rivière de diamants, peut-être préférerez-vous faire un voyage, et passer le détroit pour réaliser votre emplette, et faire l'économie d'un dixième de sa valeur!

Ne craignez-vous pas de déplacer ainsi le marché de la bijouterie et des pierres précieuses? Dans quelle mesure la matière imposable va-t-elle vous échapper? Je n'en sais rien, mais vous avez dû, monsieur le ministre, vous en inquiéter. Il ne s'agit pas de chercher de l'argent d'une façon immédiate, par tous les moyens possibles, il faut encore penser à l'avenir.

En tout cas, ma critique ne portait pas sur les objets de luxe, elle portait simplement sur les œuvres d'art, sur les œuvres anciennes, orgueil de notre pays, même lorsqu'elles sont dans des collections particulières et dont il faudrait, autant que possible, empêcher le drainage pour le plus grand profit de l'étranger, pour le plus grand dommage de notre pays. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. La parole est à M. Lintilhac.

M. Eugène Lintilhac. Je me bornerai à constater que la réserve faite à l'article 19 est un palliatif insuffisant mais non efficace, de cet exode des œuvres d'art et de ce déplacement du marché d'art que craint M. Chastenet et que je crains avec lui. Cet article est celui qui exempte l'achat direct de l'œuvre d'art à l'artiste dans son atelier. De cette disposition dont, je crois, M. le ministre a pris l'initiative, il faut le féliciter d'abord. Il faut l'engager ensuite à chercher d'autres remèdes fiscaux ou douaniers de semblable nature, pour prévenir le déplacement de notre marché d'art, aussi considérable que glorieux, dont certains indices font redouter qu'il ne soit déjà commencé. Demandez plutôt aux marchands d'art, monsieur le ministre.

M. le rapporteur général. La commission des finances formule certaines critiques à cet égard.

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}:

« Art. 1^{er}. — Sont classés comme étant de luxe et soumis à la taxe de 10 p. 100 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 les marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques énumérés aux tableaux A et B annexés à la présente loi ».

Je donne lecture du tableau A :

TABLEAU A

Objets soumis à la taxe en raison de leur nature, quel que soit leur prix.

- « 1^o Appareils de photographie, objectifs et accessoires;
- « 2^o Automobiles servant au transport des personnes, leurs châssis, carrosserie;
- « 3^o Bijouterie d'or ou de platine;
- « 4^o Billards et accessoires;
- « 5^o Bonneterie et lingerie de soie, pure ou mélangée;
- « 6^o Bronzes d'art, ferronnerie et serrurerie d'art;
- « 7^o Chevaux, poneys, ânes, mules et mulets de luxe (1);

La parole est à M. Boivin-Champeaux.

M. Boivin-Champeaux. Je voudrais, messieurs, soumettre au Sénat une brève observation.

M. le rapporteur et M. le ministre des finances sont d'accord sur ce point que la taxe ne frappe les chevaux qu'en tant qu'objets de luxe, c'est-à-dire qu'autant qu'ils peuvent être qualifiés de chevaux de luxe. Où finit le cheval ordinaire et où commence le cheval de luxe? Quel sera le criterium et comment le vendeur — puisque c'est lui qui perçoit la taxe — pourra-t-il bien savoir que la taxe est due ou n'est pas due? Ce n'est pas dans la loi qu'il trouvera la solution du problème, puisque la loi dit purement et simplement « les chevaux ». On nous dit que l'administration fera des règlements. C'est alors l'administration qui va

(1) Les éleveurs n'ont pas à supporter la taxe.

désigner elle-même les objets passibles de la taxe, cela paraît difficilement admissible, M. le rapporteur lui-même en a fait l'observation. Quoi qu'il en soit, et pour le cas où la loi serait votée, je voudrais avoir quelques précisions de M. le ministre des finances.

Il faut qu'il soit bien entendu que l'animal ne peut jamais être frappé, ni entre les mains du cultivateur, ni entre les mains de l'éleveur, ni entre les mains du marchand de chevaux, du commerçant, et que la taxe n'est due qu'au moment où le cheval passe entre les mains, comment dirai-je... du bourgeois, parce que c'est seulement entre les mains du bourgeois qu'il sera un cheval de luxe...

M. le ministre des finances. Lorsqu'il est pour un usage de luxe; c'est bien cela.

M. Boivin-Champeaux. Notre élevage, messieurs, traverse des moments très difficiles; c'est une des industries qui ont le plus souffert de la guerre et, malgré tous nos efforts, on n'a pas fait grand-chose pour la secourir. Il ne faudrait pas que la situation fût encore aggravée par un impôt mal établi. (*Approbat.*)

M. le ministre des finances. Nous sommes entièrement d'accord, monsieur le sénateur et, pour donner, tout apaisement aux éleveurs, j'ajoute que tous les détails d'application seront concertés entre mon administration et la commission des haras. (*Approbat.*)

M. Boivin-Champeaux. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation sur le n^o 7, je donne lecture des n^{os} suivants:

- « 8^o Curiosités, antiquités et tous objets de collection;
- « 9^o Eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs, vins de liqueurs.

La parole est à M. Mulac qui demande la suppression de ce n^o 9.

M. Mulac. Messieurs, un axiome de droit dit que l'on ne peut pas être repris deux fois pour le même motif: *Non bis in idem*. Or, le projet en discussion frappe d'une nouvelle taxe les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs et vins de liqueurs.

J'ai à peine besoin de rappeler qu'il y a juste aujourd'hui un mois, le Sénat a voté une taxe de 600 francs sur les spiritueux. Il me semble que cette taxe de 600 francs peut bien être considérée comme une taxe somptuaire et qu'aujourd'hui, celle que l'on nous propose constitue une superfétation inadmissible, d'autant plus qu'une commission de l'autre Assemblée a décidé, hier, que l'on proposerait, d'autre part, de remplacer par une nouvelle taxe de 10 p. 100 la surtaxe que l'on voulait imposer aux licences.

De telle sorte que les eaux-de-vie, les spiritueux en général, considérés comme objets de consommation de luxe, subiront une surtaxe de 20 p. 100 ajoutée aux premiers 600 francs. Il ne faudrait pas tout de même pousser les producteurs d'eaux-de-vie à la révolte. Si l'on n'y tend pas, on y arrivera. (*Mouvements divers.*)

Je prendrai, si vous voulez, les alcools neutres qui auront à supporter environ 720 francs de droits par hectolitre d'alcool pur, les cognacs qui auront à supporter 920 fr. de droit. En effet, ces eaux-de-vie valent 1,000 fr. à 60 degrés, ce qui les porte à 1,600 fr. pour cent degrés: 600 fr. de taxe principale et deux surtaxes de 10 fr., chacune portent bien le droit à 920 fr. et je prétends que, véritablement, il y a excès.

Vous me direz que vous aurez raison des protestations; mais ce n'est pas comme cela qu'on gouverne un pays. Il faut ne se décider que pour ce qui est juste. Or, votre surtaxe ne l'est pas, d'autant qu'un projet de loi est en discussion à la Chambre, qui

règle le régime des alcools et s'occupe aussi des taxes. S'il y a lieu d'augmenter la taxe actuelle ce que je conteste, pourquoi n'examinerait-on pas cette question dans le projet de loi dont il s'agit? C'est alors que l'on pourra voir utilement ce qui est raisonnable et ce qui ne l'est pas. Actuellement, votre proposition est déraisonnable; c'est pourquoi je demande, purement et simplement, la suppression du n° 9.

J'ajoute que plusieurs pays ont interdit l'importation des objets dits de luxe. Le projet en discussion leur offre une nomenclature dont ils pourront faire état. C'est notre exportation, dont nous avons pourtant grand besoin, qui risque d'être ainsi frappée.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Le Gouvernement demande instamment au Sénat de repousser l'amendement de l'honorable M. Mulac, pour deux raisons essentielles. La première, c'est qu'au moment où l'on dresse la liste des objets de luxe, on ne concevrait pas que les eaux-de-vie, apéritifs et liqueurs pussent bénéficier d'un régime de faveur.

M. Mulac. Un régime de faveur! Ils payent 60 fr.!

M. le ministre. La seconde raison, c'est que l'impôt n'est pas à la charge des commerçants, mais à celle des consommateurs. Ceux qui voudront consommer payeront l'impôt en plus, et ce sera tout à fait légitime. D'ailleurs, si la nouvelle taxe peut, dans l'avenir, contribuer à réfréner l'alcoolisme, ce sera un grand bienfait pour la santé publique. (Très bien!)

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission des finances s'associe à M. le ministre pour demander au Sénat de vouloir bien adopter l'article 9 et soumettre, par conséquent, à la taxe qui frappera les objets de luxe, les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs et vins de liqueur. En effet, c'est bien là une consommation que l'on peut, à juste titre, qualifier de consommation de luxe. (Nouvelles marques d'approbation).

M. Mulac. Elle est déjà frappée!

M. le rapporteur général. Elle le sera encore davantage; elle ne le sera pas trop.

M. le président. Je mets aux voix le n° 9 — « eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs, vins de liqueurs », dont M. Mulac demande la suppression.

(Le n° 9 est adopté).

M. le président.

« 10° Fusils de chasse, articles de chasse ou d'armurerie;

« 11° Gibier vivant pour chasse au repeuplement;

« 12° Harnachement pour chevaux de selle;

« 13° Joaillerie fine;

« 14° Librairie: éditions d'art sur papiers spéciaux à tirages limités;

« 15° Livrées;

« 16° Montres en or ou en platine;

« 17° Orfèvrerie d'or, d'argent ou de platine;

« 18° Parfumerie (fards, parfums, essences, extraits, etc.) à l'exclusion des savons et des dentifrices;

« 19° Peintures, aquarelles, pastels, dessins, sculpture originale.

(Sont exemptes de la taxe les œuvres originales de cette catégorie vendues directement par l'auteur);

« 20° Perles fines;

« 21° Pianos autres que les pianos droits;

« 22° Pierres précieuses, gemmes naturelles;

« 23° Tapisseries anciennes ou modernes,

en laine ou en soie, tissées au métier ou à la main; tapis d'Orient; tapis de savonnerie;

« 24° Truffes, volailles et gibier truffés, pâtés truffés;

« 25° Vêtements de vénerie, amazones;

« 26° Canots et bateaux de plaisance à propulsion mécanique, yachts. »

Je mets aux voix l'ensemble du tableau A.

(Le tableau A est adopté).

M. le président. Je donne lecture du tableau B.

TABLEAU B

Objets soumis à la taxe lorsque le prix de vente excédera le prix porté ci-dessous.

	la pièce.
« 1° Abat-jour.....	10 »
« 2° Accessoires de vêtements:	
« Hommes.....	10 »
« Femmes.....	10 »
« 3° Animaux d'agrément:	
« Chiens.....	40 »
« Autres animaux.....	10 »
« 4° Articles d'ameublement et accessoires.....	10 »
« 5° Articles de Paris, articles de fantaisie ou d'Orient en toutes matières, sauf ceux compris au tableau A.....	10 »
« 6° Articles de fantaisie pour bureau.....	10 »
« 7° Articles de fumeurs.....	10 »
« 8° Articles de piété.....	10 »
« 9° Bicyclettes.....	250 »
« 10° Bijouterie d'argent.....	10 »
« 11° Bijouterie imitation ou doublé ou en matières non précieuses.....	10 »
« 12° Bonneterie, lingerie de corps:	
« Enfants.....	20 »
« Hommes.....	40 »
« Femmes.....	40 »
« 13° Brosserie, peignes, autres objets de toilette.....	10 »
« 14° Cadres.....	10 »
« 15° Cannes, cravaches.....	10 »
« 16° Céramique:	
« a) Service de table 12 couverts 116 pièces environ.....	200 »
« Petites pièces isolées.....	2 »
« Petites pièces moyennes.....	5 »
« Grosses pièces.....	15 »
« b) Service de toilette complet.....	30 »
« La pièce isolée.....	10 »
« c) Service à thé ou à café.....	30 »
« Petite pièce isolée.....	2 »
« Grosse pièce.....	10 »
« 17° Chapellerie pour hommes.....	20 »
« 18° Chapeaux de femmes.....	40 »
« 19° Chaussures, la paire:	
« Enfants.....	25 »
« Femmes.....	40 »
« Hommes.....	50 »
« 20° Chocolat, confiserie, bonbons, le kilogramme.....	8 »
« 21° Corsets, ceintures.....	50 »
« 22° a) Costumes complets ou pardessus:	
« D'enfants.....	80 »
« De garçonnetts.....	125 »
« D'hommes (habit, redingote, jaquette).....	200 »
« b) Complet veston pour homme.....	175 »
« mes.....	
« c) Pièces séparées:	
« Gilet.....	25 »
« Pantalon.....	50 »
« Habit, smoking, redingote, jaquette.....	125 »
« Veston.....	100 »
« d) Costumes ou manteaux:	
« Fillettes.....	150 »
« Dames.....	250 »

« e) Pièces séparées:	
« Jupes.....	100 »
« Corsages.....	80 »
« 23° Couvertures, couvre-pieds, édredons.....	100 »
« 24° Coutellerie, ciseaux, par article.....	10 »
« 25° Dentelles, broderies:	
« Le mètre:	
« A la mécanique.....	2 »
« A la main.....	10 »
« A la pièce:	
« A la mécanique.....	6 »
« A la main.....	30 »
« 26° Eventails.....	10 »
« 27° Fleurs artificielles ou stérilisées, l'achat.....	10 »
« 28° Fleurs naturelles, plantes de serres ou d'appartements, l'achat.....	10 »
« 29° Fourrures.....	100 »
« 30° Ganteries, la paire.....	8 »
« 31° Garniture de foyers.....	100 »
« 32° Gravures, estampes, photographies d'art et reproductions d'œuvres d'art.....	100 »
« 33° Guêtres, jambières, la paire.....	30 »
« 34° Instruments de jeux et de sport.....	25 »
« 35° Instruments de pêche.....	10 »
« 36° Instruments de musique autres que le piano (phonographes, gramophones, pianos mécaniques et tous les accessoires).....	150 »
« 37° Jumelles, lorgnettes, face à main.....	30 »
« 38° Jouets.....	20 »
« 39° Lampes, appliques.....	10 »
« 40° Linge de maison:	
« Le drap.....	60 »
« La taie.....	10 »
« La nappe, le mètre carré.....	15 »
« La serviette de table ou de toilette.....	4 »
« Tous autres articles.....	4 »
« 41° Lustres, suspensions, plafonniers.....	100 »
« 42° Malles.....	100 »
« 43° Maroquinerie.....	25 »
« 44° Meubles:	
« De chambre à coucher, de salon, de salle à manger, de cabinet de travail, par ensemble et pour chaque.....	1.500 »
« Par pièce:	
« La petite.....	100 »
« La pièce moyenne.....	250 »
« La grosse.....	500 »
« 45° Miroiterie:	
« Miroirs.....	20 »
« Glaces encadrées.....	100 »
« 46° Motocyclettes, side-cars et similaires.....	2.000 »
« 47° Montres autres que celles visées au tableau A.....	50 »
« 48° Mouchoirs, la douzaine.....	18 »
« 49° Objets d'ornement ou d'étagères.....	10 »
« 50° Orfèvrerie en métal commun dorée, argentée ou non, à l'exception des couverts de table, la pièce.....	15 »
« 51° Parapluies, parasols, ombrelles.....	25 »
« 52° Parfumerie: objets autres que ceux classés au tableau A:	
« Savons, la pièce.....	2 »
« Dentifrice, le litre.....	15 »
« Alcool de toilette.....	15 »
« 53° Parures en plumes.....	25 »
« 54° Pendules, cartels, horloges.....	100 »
« 55° Pelleteries.....	50 »
« 56° Photographies:	
« Portraits, la douzaine.....	40 »
« Agrandissements, la pièce.....	40 »

« 57° Pianos droits et harmoniums.....	1.200 »
« 58° Plumes de parure.....	10 »
« 59° Réveille-matin, pendules de voyage, pendulettes de bureau.....	20 »
« 60° Rideaux, encadrements de lits, porte-fenêtres :	
« Par rideau ou encadrement...	100 »
« Portière double.....	100 »
« Portière simple.....	60 »
« Par décoration de lit.....	50 »
« 61° Rideaux de vitrage, brise-bise, la paire.....	30 »
« 62° Reliure, par volume :	
« In-8° et formats plus petits...	10 »
« In-folio et in-4°.....	20 »
« 63° Rubans, passementerie, le mètre.....	5 »
« 64° Sacs de dame.....	40 »
« 65° Sellerie :	
« Harnais complet pour voiture	600 »
« Pièce isolée.....	150 »
« 66° Stores de vitrage ou de fenêtre.....	50 »
« 67° Sujets en bronze d'imitation.....	10 »
« 68° Tapis :	
« Carpettes.....	100 »
« Descentes de lit ou foyer.....	25 »
« Tapis cloués, le mètre (1 ^m ×0 ^m 70).....	20 »
« Tapis cloués, le mètre (largeur sup.).....	25 »
« 69° Tapis de table, dessus de lit.....	80 »
« 70° Tissus pour vêtements ou ameublement, le mètre carré.....	20 »
« 71° Tentures murales de toutes natures, le mètre carré.....	5 »
« 72° Vêtements d'appartement, peignoirs, pyjamas, robes de chambre.....	80 »
« 73° Valises, sacs de voyage..	75 »
« 74° Verrerie et cristallerie :	
« a) Grands verres.....	2 »
« b) Petits verres.....	1 50 »
« c) Pièces de toilette ou de bureau.....	10 »
« d) Grosses pièces, carafes, pichets ou analogues.....	10 »
« 75° Vins :	
« En bouteilles.....	5 »
« En fûts, par litre.....	3 »
« 76° Voitures à chevaux pour le service particulier.....	1.000 »
« 77° Volières, cages.....	10 »

Je mets aux voix l'ensemble du tableau B.

(Le tableau B est adopté.)

M. le président. MM. Cazeneuve, Ranson, Mascraud, L. Thiéry, Develle, Goy, Deloncle, P. Fleury, Bepmale, Debierre, Mollard, Dumesnil, Poirson, Herriot, Dominique Delahaye, Bussière, Sauvan, Dehove, Lucien Hubert, - Petitjean, Jénouvrier, T. Steeg, Magny et Paul Strauss, proposent d'ajouter à l'article 1^{er} la disposition additionnelle suivante : « La revision du classement des tableaux A et B aura lieu dans l'année qui suivra la cessation des hostilités ».

La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, je n'abuserai pas longtemps des instants du Sénat, ni de ceux de M. le ministre des finances, qui sont précieux en ce moment.

J'ai tout d'abord une observation d'ordre général à présenter. C'est une critique que je n'adresse pas seulement à l'honorable ministre des finances, mais aussi à ses prédécesseurs au cours de cette guerre.

Toutes les fois que nous prenons une initiative au point de vue financier, même sans préciser aucun chiffre, on nous fait immédiatement observer, de la façon la plus rigoureuse — c'est une jurisprudence dont le secrétaire général de l'autre

Chambre se fait le défenseur un peu rigoureux — que nous ne sommes qu'une Assemblée de contrôle, n'ayant aucun droit d'initiative, au point de vue financier.

Quand il s'agit de contrôler, ce qui est le cas actuel, on nous ferme la bouche, permettez-moi de me servir de cette expression familière. On nous dit qu'il y a urgence, et qu'il faut voter.

M. Guillaume Chastenot. C'est exact.

M. Cazeneuve. C'est ainsi qu'au mois de décembre 1916, nous avons voté une série d'impôts indirects qui avaient été étudiés d'une façon un peu superficielle. La preuve, c'est que l'Etat éprouve quelque embarras à percevoir aujourd'hui quelques-uns de ces impôts. C'est l'honorable M. Ribot, ministre des finances qui, à l'époque dont je parle, nous pressait ainsi.

Aujourd'hui, messieurs, se présente, pour la première fois dans notre système fiscal, un impôt somptuaire, de nature délicate. Or, il faut le voter...

M. Hervey. Les yeux fermés !

M. Cazeneuve. ... oui, les yeux fermés. La Chambre, elle, a contrôlé, modifié les conclusions qui lui ont été présentées par deux commissions compétentes. Je regrette la situation qui nous est ainsi imposée, surtout après la lecture du travail si bien fait et si clair de notre éminent rapporteur.

Consultez le rapport de M. Hébrard de Villeneuve, président de section au conseil d'Etat qui présidait une commission où se trouvaient plusieurs présidents de chambres de commerce ou de syndicats spécialisés dans diverses branches du commerce. Vous y trouverez un sens très net des difficultés à vaincre et du souci de faire une œuvre d'équité fiscale. A la Chambre on a modifié tout cela ; on n'a pas tenu compte des conditions de la profession. On dit qu'un violon qui coûte plus de 150 fr. est un objet de luxe. Alors un premier violoniste de l'Opéra ne devra pas en acheter un dépassant ce prix, sans quoi il devra payer un impôt, son instrument devenant un objet de luxe.

Ces tableaux demandent donc à être revus périodiquement. C'est là l'objet de notre amendement. Il aurait été signé par tout le Sénat...

M. le rapporteur. Certainement non.

M. Cazeneuve. ... ou du moins par un très grand nombre de ses membres. Il ne l'aurait peut-être pas été par vous, monsieur le rapporteur, parce que vous avez, en l'occurrence, des responsabilités.

Prenons le tableau A, par exemple. Notre grande ville de Lyon, qui forme un milieu industriel se consacrant brillamment à la soirée, y est intéressée. Peut-on regarder comme objets de luxe tous ceux dans lesquels il entre de la soie pure ou même mélangée dans la proportion de 50, 60 ou 80 p. 100 ? Si c'est très honorable pour elle, c'est, en tout cas, excessif. Il y a donc là quelque chose à reviser. Il n'est même pas question de la soie artificielle, très utilisée dans la passementerie, et qui est en concurrence avec la soie naturelle. Est-elle également visée dans ce tableau ?

Passons aux appareils de photographie qui sont classés comme objets de luxe. Or, ils n'offrent pas toujours ce caractère. A l'université de Lyon, par exemple, on a créé, il y a vingt ans, un laboratoire de photographie pour les études scientifiques. A chaque instant, on se trouve en pratique, dans l'obligation, de photographier des préparations microscopiques. Les progrès de notre chirurgie de guerre, si intéressants et si brillants, dont bénéficient nos vaillants soldats, ont été obtenus en grande partie grâce à la photographie faite avant et après l'opération.

Quand M. Hébrard de Villeneuve disait

qu'il fallait faire une exception pour ne pas taxer les objets exclusivement affectés à des services publics, à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, à l'exercice d'une profession, il était dans le vrai. Je ne prétends pas que la tâche soit commode ; mais il faut examiner la question. Tout cela a été biffé d'un trait de plume. Je regrette que M. Denais exprime cette sorte d'aphorisme dans son rapport : « Du moment que l'on achète un objet de qualité supérieure à la qualité courante, on n'est pas pressé par la nécessité ; on va en quelque sorte au devant de l'impôt. »

Alors, si un musicien professionnel achète, comme instrument, autre chose qu'un jouet de bazar, il va au devant de l'impôt de luxe ?

M. Lucien Hubert. C'est une prime à la camelote.

M. Cazeneuve. Oui.

J'ai encore une observation à faire sur le tableau A. On va frapper les objets de parfumerie. Je ne veux pas m'élever contre l'idée, car les personnes qui se colorent les lèvres en rouge, les yeux en noir, sacrifient à un luxe fort discutable au point de vue de l'hygiène. Mais quand, à propos de parfumerie, on frappe les essences, j'estime que l'on va un peu loin, car il y en a beaucoup qui sont utilisées en pharmacie. Il serait peut-être bon d'établir une distinction à leur égard. Nous ignorons si cette distinction a été faite.

Les essences de rose, qui valent 5 à 6,000 francs le kilogramme en ce moment, vont être frappées d'une majoration de 10 p. 100. On arrivera ainsi à un joli chiffre ; mais j'avoue qu'il s'agit là d'un objet de luxe.

M. le rapporteur général. On n'achète pas de l'essence de rose au kilogramme chez le marchand de détail.

M. Cazeneuve. Je ne veux pas éplucher tous ces tableaux ; je me suis simplement contenté de faire allusion à deux ou trois articles qui mériteraient évidemment d'être envisagés plus en détail et d'être révisés dans quelque temps. C'était, du reste, la pensée de la commission présidée par M. Hébrard de Villeneuve. Son rapport le dit, d'ailleurs.

Si vous devez reviser ce tableau, il faut le dire dans la loi. Quand on a élaboré la loi sur les patentes, on a estimé qu'elle devrait faire l'objet d'une revision tous les cinq ans. Le principe a été inscrit dans son texte même.

Voilà pourquoi notre amendement est absolument justifié. Tout le monde a le sentiment que nous ne sommes ici qu'à une première étape. Dans certains cas, des injustices seront commises ; on va porter atteinte à certaines industries très intéressantes. Il est impossible de prévoir les répercussions d'une pareille mesure. C'est à la pratique qu'on les apercevra. N'oublions pas que nous vivons à une époque et dans un pays où les prix du commerce, pour tous les objets qui sont envisagés dans ce tableau, sont exceptionnels, par suite du défaut de main-d'œuvre, de la rareté des matières premières, d'une spéculation dont on n'est pas maître.

Notre amendement semble donc indispensable, et nous le soumettons au vote du Sénat. (Très bien ! très bien !)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Je partage le sentiment de l'honorable auteur de l'amendement. Dans une pareille matière, il est certain que nous sommes dans le domaine de l'expérience ; les tableaux que nous dressons aujourd'hui ne sauraient donc être considérés comme immuables. Il peut y avoir des exagérations, des omissions, des insuffisances, des erreurs en plus ou en moins. Je prie

donc M. Cazeneuve de bien vouloir ne pas maintenir son amendement, parce que je vais plus loin que lui. Le ministre des finances prend nettement l'engagement, au nom de son administration, de soumettre, tous les ans, avant le mois de décembre, les différentes imperfections qui auront pu être relevées, à la commission instituée par la loi. Celle-ci, je le répète, doit être expérimentée. (*Très bien! très bien!*)

Elle peut être très avantageuse pour le Trésor : le milliard qu'elle rapportera nous permettra d'éviter d'autres taxations qui porteraient, soit sur certaines contributions indirectes, comme, par exemple, les droits sur les boissons hygiéniques, soit sur des contributions directes.

Dès lors, il est essentiel, pour le bon équilibre de nos finances, que cette taxe soit acceptée, et, pour qu'elle le soit, il ne faut pas, si des lacunes, des exagérations apparaissent, qu'on en reste au texte tel qu'il aura été arrêté. Donc, cette loi expérimentale est soumise à l'expérience, et, suivant les résultats de cette expérience, on apportera, chaque année, aux tableaux A et B, les modifications reconnues nécessaires.

Sous le bénéfice de ces observations, je demande à l'honorable M. Cazeneuve de bien vouloir renoncer à son amendement. (*Mouvements divers.*)

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, en présence des déclarations si nettes et si motivées qu'a formulées M. le ministre des finances, je ne doute pas que, si la fortune enlève à ses fonctions — ce que je regretterais, pour ma part — son successeur ne tienne compte des motifs invoqués par lui pour reviser cette loi périodiquement. M. le ministre a même fixé une date. Je crois que tous ceux de mes honorables collègues qui ont signé avec moi cet amendement se prêteront à son retrait, en présence de la déclaration faite par M. le ministre des finances.

M. Hervoy. Et si la Chambre ne veut pas? Nous serons encore une fois forcés.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation?

L'amendement est retiré.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'art. 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — La perception de la taxe de 10 p. 100 instituée par les articles 27 et 28 de la loi du 31 décembre 1917 suivra les sommes de 1 fr. en 1 fr., inclusivement et sans fraction.

« Sont exempts de la taxe les paiements ou dépenses inférieurs à 1 fr., quand il ne s'agit pas d'un acompte sur une plus forte somme. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution applicables aux dispositions qui précèdent et le montant de la remise qui pourra être allouée aux commerçants. » — (Adopté.)

Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à M. Gaston Menier.

M. Gaston Menier. Messieurs, je m'étais fait inscrire afin de prendre la parole sur l'ensemble du projet de loi avant le vote, et les explications que vient de nous donner M. le ministre des finances sont de nature à abrégier certainement de beaucoup celles que je voulais produire.

Il s'agit d'un impôt nouveau considérable, et nous devons tous nous préoccuper des répercussions que peut amener la loi que nous votons. Elles peuvent être plus importantes que nous ne pouvons les apercevoir en ce moment. Comme l'a dit tout à l'heure M. le ministre des finances, elle doit être avant tout une loi d'expérience.

Par conséquent, je voudrais, pour ma part, lui demander, à lui qui doit être le gardien

vigilant de nos ressources financières, qui doit observer, par conséquent, la plus grande circonspection, dans toutes les mesures capables de tarir les sources de nos richesses, de prendre de lui-même et sans attendre l'initiative de proposer certaines transactions ou certaines modifications, si le besoin s'en faisait sentir dans l'application.

M. le ministre. C'est entendu.

M. Gaston Menier. Il y a des questions qui se posent : ce sont, par exemple, les questions des marchés, notamment des marchés de certaines matières premières. On parlait tout à l'heure du marché des pierres précieuses, des gemmes, des objets d'art et autres produits ; il en est bien d'autres encore qu'il serait trop long d'énumérer en ce moment devant vous.

Vous savez tous, messieurs, combien le commerce est jaloux d'établir dans son propre pays le marché de certaines matières, quels efforts répétés et continus il a fallu faire pour les fonder et les conserver, et, par conséquent, combien il est nécessaire d'empêcher que tous ces marchés, car ce sont choses fugitives, s'en aillent vers d'autres contrées.

M. Jénouvrier. Quand ils sont partis, ils ne reviennent plus!

M. Gaston Menier. Or, si nous ne prenons pas à temps certaines précautions, l'impôt semblera jouer parce qu'on le payera, mais nos marchés s'en iront et nous verrons un phénomène qui s'est produit bien souvent pour d'autres produits : le revenu de l'impôt ne sera plus celui que nous espérons, et dans les conditions où nous serons alors, les achats de l'étranger ne se feront plus sur notre sol ou sur nos places commerciales.

M. le rapporteur général. Pourquoi?

M. Gaston Menier. Parce que les marchés se seront déplacés et que les étrangers s'abstiendront alors de venir s'approvisionner chez nous ; de plus, beaucoup d'entre nous iront chercher ces produits ailleurs pour les apporter chez nous.

M. le rapporteur général. On payera alors 10 p. 100, plus les droits de douane!

M. le ministre des finances. Soyez rassuré, ces objets payeront une entrée ; les mesures sont prises.

M. Gaston Menier. Pourrez-vous toujours les appliquer? Enfin, je crois qu'il est nécessaire que cet impôt tout à fait nouveau et qui est très important, à cause du taux auquel il est appliqué, soit dosé avec la plus grande précision et avec la plus grande souplesse, pour produire les ressources qu'il peut apporter.

C'est dans ce sens, après les explications de M. le ministre des finances, que je voterai le projet de loi. Mais je répète que c'est une loi d'expérience, qui doit être maniée avec la plus sévère précaution. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Les observations que vient de présenter l'honorable M. Menier sont du même ordre que celles qu'avait formulées l'honorable M. Cazeneuve. La commission des finances ne peut que s'y associer, car elle a eu l'occasion de les présenter elle-même, dans le rapport qu'elle a déposé.

Elle avait même le désir de faire subir au projet de loi un certain nombre de modifications ; mais nous sommes si près du 1^{er} avril, date prévue pour la perception de l'impôt, que nous avons craint que la loi ne fût pas opérante à l'époque fixée, si des changements y étaient apportés.

M. le ministre des finances s'étant engagé formellement à suivre l'application de la loi avec un soin scrupuleux et d'y apporter, le cas échéant, les modifications dont l'expérience aurait démontré

la nécessité, nous n'avons pas hésité à passer outre et à proposer au Sénat d'approuver, sans y rien changer, le texte adopté par la Chambre des députés.

Sous le bénéfice de ces observations, nous demandons encore au Sénat de le voter. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Le projet de loi est adopté.

9. — DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. L.-L. Klotz, ministre des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

10. — DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. La parole est à M. Milliès-Lacroix.

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

11. — DISCUSSION D'UN RAPPORT RELATIF AU TRAITEMENT DES PERSONNELS CIVILS ET DES OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS. — DÉCLARATION DE L'URGENCE. — DISCUSSION IMMÉDIATE. — ADOPTION DU PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances, qui se propose de demander au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate des conclusions d'un rapport précédemment déposé et mis hier en distribution.

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général. J'ai l'honneur de demander au Sénat de déclarer l'urgence et de prononcer la discussion immédiate du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à relever les suppléments temporaires de traitement des personnels civils de l'Etat et les suppléments temporaires de solde des officiers subalternes et sous-officiers à solde mensuelle, et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés pour le premier trimestre de 1918 : 1^o au titre du budget ordinaire des services civils ; 2^o pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues, dont voici les noms : MM. Peytral, Milliès-Lacroix, Morel, Touron, Strauss, Mascaraud, Potié, Monservin, Magny, Lourties, Beauvisage, Bonnefoy-Sibour, Cazeneuve, de Selves, Develle, Amic, Ranson, E. Guérin, Mulac et Gouzy.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française, « Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Chauvy, ancien inspecteur des finances, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion du projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de traitement des personnels civils de l'Etat et les suppléments temporaires de solde des officiers subalternes et sous-officiers à solde mensuelle, et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés pour le premier trimestre de 1918 : 1^o au titre du budget ordinaire des services civils ; 2^o pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 2 mars 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances.

« L.-L. KLOTZ. »

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?

M. le rapporteur général. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, conformément à la procédure suivie jusqu'ici en l'espèce, vous êtes appelés à voter seulement les crédits destinés à améliorer la situation des fonctionnaires civils à petits traitements, des officiers subalternes et des sous-officiers à solde mensuelle, sans qu'une disposition spéciale fixe le quantum des suppléments temporaires de traitement ou de solde et le montant des indemnités pour charges de famille.

Je ne m'étendrai pas, à cette tribune, sur le détail des améliorations nouvelles envisagées, que j'ai fait connaître dans mon rapport. Je rappellerai seulement que les sous-officiers à solde mensuelle auront le droit de cumuler l'indemnité de 540 fr. qui leur est actuellement allouée avec les allocations militaires instituées par la loi du 4 août 1914, à l'exception toutefois des allocations pour charges de famille.

Les intéressés conserveront d'ailleurs le droit d'opter entre les allocations nouvelles pour charges de famille et les allocations et majorations pour enfants prévues par la loi du 5 août 1914, modifiée en dernier lieu par celle du 4 août 1917.

J'ajoute enfin qu'il s'est produit, à la Chambre des députés, une équivoque sur laquelle il est nécessaire que M. le ministre des finances nous donne des explications.

L'honorable M. Goudé a demandé que les suppléments temporaires de solde prévus pour les sous-officiers à solde mensuelle fussent attribués à tous les hommes des équipages de la flotte, aussi bien au simple matelot qu'au quartier-maître. C'est là une extension abusive, dont ne bénéficieraient pas les troupes de terre. J'espère que M. le ministre voudra bien déclarer qu'en aucun cas il ne sera donné une pareille extension à la loi. (Très bien ! très bien !)

M. L.-L. Klotz, ministre des finances. Nous sommes d'accord.

M. le président. Il n'y a pas d'autres observations ?...

Je consulte le Sénat sur la question de

savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE 1^{er}

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1918, en addition aux crédits provisoires alloués par la loi du 31 décembre 1917 et par les lois spéciales pour les dépenses du budget ordinaire des services civils, des crédits s'élevant à la somme totale de 61,640,251 fr., en vue de relever les suppléments temporaires de traitement accordés aux personnels civils de l'Etat en vertu de la loi du 4 août 1917.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état A :

Ministère des finances.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 53. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Personnel de l'administration centrale du ministère, 179,010 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 54. — Personnel de l'administration centrale du ministère. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre pour le service des bons et obligations de la défense nationale et pour le service des pensions, 147,015 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 57. — Traitements du personnel de l'inspection générale des finances, 2,160 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 59. — Traitements du personnel central des administrations financières, 25,087 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 61. — Frais relatifs au fonctionnement de la commission supérieure d'évaluation des bénéfices de guerre et de la commission chargée de la détermination des coefficients à utiliser pour l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, 810 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 69. — Traitements du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances, 172,050 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 70. — Indemnités de fonctions et bonifications des pensions de retraite du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances, fonds d'abonnement des trésoreries générales et de la recette centrale de la Seine, 60,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 71. — Fonds d'abonnement des trésoreries générales et de la recette centrale de la Seine. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 193,455 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 75. — Traitements du personnel de la cour des comptes, 13,336 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 78. — Traitements du personnel du service des laboratoires, 11,062 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 82. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 670,122 fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 87. — Personnel de l'administration des contributions directes et du cadastre, 136,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 88. — Personnel secondaire des directions des contributions directes et du cadastre, 21,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 96. — Traitements du personnel technique du service du cadastre, 270 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 101. — Remises proportionnelles des percepteurs et traitements des percepteurs stagiaires, 462,780 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 107. — Traitements du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 375,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 108. — Salaires des agents auxiliaires de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 6,210 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 112. — Traitements du personnel de l'atelier général du timbre, 17,550 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 117. — Traitements du personnel de l'administration des douanes, 2,550,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 121. — Traitements du personnel de l'administration des contributions indirectes. — Remises et émoluments divers, 1,287,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 130. — Traitements du personnel commissionné de l'administration des manufactures de l'Etat, 75,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 132. — Appointements, gages et salaires du personnel non commissionné des manufactures de l'Etat, 3,000,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la justice.

1^{re} section. — Services judiciaires.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre. — Traitements du personnel de l'administration centrale, 10,665 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Traitements du personnel du service intérieur, 3,645 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Conseil d'Etat. — Personnel, 11,610 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Cour de cassation. — Personnel, 3,510 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Cours d'appel. — Personnel, 12,690 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Cours d'appel. — Frais de parquet et menues dépenses, 12,150 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Tribunaux de première instance. — Personnel, 319,815 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Justices de paix, 380,970 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Attribution aux personnels civils de l'Etat, d'allocations temporaires pour charges de famille, 51,675 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Services pénitentiaires.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du personnel de l'administration centrale, 1,848 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Traitements du personnel du service intérieur, 810 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Personnel administratif du service pénitentiaire. — Traitements, 28,551 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Personnel de garde et de surveillance du service pénitentiaire. — Traitements, 420,120 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 45,190 fr. » — (Adopté.)

Ministère des affaires étrangères.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre. — Personnel de l'administration centrale, 19,710 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Personnel de service, 10,260 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Personnel des services extérieurs, 13,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 1,938 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40. — Office des biens privés en pays ennemis ou occupés, 2,700 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'intérieur.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Traitements du personnel de l'administration centrale, 19,968 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Traitements du personnel du service intérieur, 9,045 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Personnel du service intérieur. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 1,890 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Inspections générales. — Traitements, 405 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Traitements des fonctionnaires administratifs des départements, 67,645 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 330,075 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Traitements du personnel de l'administration des journaux officiels, 5,535 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Indemnités du personnel de l'administration des journaux officiels, 405 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 22. — Indemnités du personnel de l'administration des journaux officiels. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 3,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 42. — Application de la loi du 11 avril 1908 concernant la prostitution des mineurs, 675 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 47. — Traitements des inspecteurs, sous-inspecteurs et commis d'inspection de l'assistance publique et contribution aux frais de traitements des agents de surveillance, 24,705 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 55. — Frais de fonctionnement de la commission centrale d'assistance. — Personnel et matériel, 1,215 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 62. — Frais de fonctionnement du conseil supérieur d'hygiène publique de France, 427 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 65. — Traitements du personnel du service sanitaire maritime, 15,795 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 70. — Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, 21,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 71. — Traitements des fonctionnaires et agents de la police spéciale et de la police mobile, 164,970 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 72. — Traitements des fonctionnaires et agents de la police spéciale et de la police mobile. — Renforcement du personnel pour la durée de la guerre, 36,180 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 73. — Indemnités journalières aux agents de police auxiliaires, 128,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 82. — Police des communes du département de la Seine, 195,480 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 83. — Subvention à la ville de Paris pour la police municipale, 1,296,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 84. — Frais de police de l'agglomération lyonnaise, 128,790 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 85. — Frais de la police marseillaise, 195,885 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 109. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 53,638 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

Mines et combustibles.

3^e partie. — Services généraux de ministères.

Personnel.

« Chap. 1^{er}. — Personnel de l'administration centrale et commission militaire des mines. — Traitements, 3,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Personnel des ingénieurs des mines. — Traitements, 810 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Ecoles des maîtres mineurs d'Alais et de Douai. — Traitements, 540 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Personnel des sous-ingénieurs et contrôleurs des mines. — Traitements, 17,415 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Personnel des adjoints techniques et des dames employées des mines. — Traitements, 6,480 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Agents temporaires et auxiliaires. — Salaires, 1,620 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 16. — Bureau des combustibles végétaux, 675 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 1,625 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

1^{re} section. — Instruction publique.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 39,262 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Musée pédagogique. — Bibliothèque, office et musée de l'enseignement public. — Service des vues. — Personnel, 2,025 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Administration académique. — Personnel, 8,707 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Inspection académique. — Traitements des secrétaires et commis, 38,745 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Université de Paris. — Personnel, 108,135 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Universités des départements. — Personnel, 169,965 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 28. — Ecole des hautes études. — Personnel, 9,855 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Collège de France. — Personnel, 1,710 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Ecole des langues orientales vivantes. — Personnel, 2,430 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 39. — Ecole des chartes. — Personnel, 608 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 42. — Ecole française d'Athènes. — Personnel, 1,620 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45. — Ecole française de Rome. — Personnel, 1,620 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 47. — Musée d'histoire naturelle. — Personnel, 29,025 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 50. — Observatoire de Paris. — Personnel, 3,623 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53. — Publication de la carte photographique du ciel, 2,970 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 54. — Bureau central météorologique. — Personnel, 3,210 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 57. — Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — Personnel, 338 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 60. — Bureau des longitudes. — Personnel, 3,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 68. — Académie de médecine. — Personnel, 195 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 73. — Musée d'ethnographie. — Personnel, 405 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 80. — Bibliothèque nationale. — Personnel, 14,310 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 81. — Bibliothèques publiques. — Personnel, 4,657 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 86 bis. — Bibliothèque et musée de la guerre. — Personnel, 1,485 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 86 quater. — Bibliothèque et musée de la guerre. — Indemnités et allocations diverses, 540 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 90. — Archives nationales. — Personnel, 4,995 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 98. — Compléments de traitement des fonctionnaires et professeurs des lycées de garçons et traitements des fonctionnaires en surnombre, 557,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 100. — Compléments de traitement des fonctionnaires et professeurs des collèges communaux de garçons, 507,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 101. — Remboursement aux lycées de garçons et de jeunes filles et aux villes ayant un collège communal des frais de remplacement du personnel mobilisé, 93,750 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 107. — Compléments de traitement des fonctionnaires et professeurs des lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles, 287,415 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 118. — Subventions aux lycées pour l'amélioration de la situation des agents de service de ces établissements, 201,690 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 119. — Enseignement primaire. — Inspecteurs et inspectrices. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles, 57,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 120. — Suppléance des inspecteurs primaires mobilisés, 1,350 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 122. — Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses. — Personnel, 945 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 124. — Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de St-Cloud. — Personnel, 405 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 126. — Ecoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices. — Personnel, 156,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 129. — Enseignement primaire supérieur, 483,840 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 132. — Traitements du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes, 15,502,185 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 133. — Indemnités mensuelles à des intérimaires chargés de suppléer des instituteurs mobilisés, 1,687,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 135. — Créations d'écoles et d'emplois, 5,940 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 136. — Part contributive de l'Etat dans les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes, 1,098,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 155. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 674,450 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Beaux-arts.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du personnel de l'administration centrale, 13,027 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts, 2,025 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Académie de France à Rome. — Matériel, 675 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Académie de France à Rome. — Indemnités et allocations diverses, honoraires, salaires, 945 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts à Paris. — Personnel, 5,670 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Ecole nationale des arts décoratifs à Paris. — Personnel, 2,295 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Ecole nationale des arts décoratifs à Paris. — Indemnités, frais de conférences, salaires des auxiliaires, secours, allocations diverses, 540 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Ecole nationale des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel, 6,075 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Conservatoire national de musique et de déclamation. — Personnel, 10,935 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Bibliothèque publique de l'Opéra. — Personnel, 810 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Palais du Trocadéro. — Surveillance de la salle des fêtes. — Personnel, 405 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Manufacture nationale de Sèvres. — Personnel, 18,495 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 39. — Ecole de céramique de la manufacture nationale de Sèvres. — Personnel, 675 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 41. — Manufacture nationale des Gobelins. — Personnel, 7,560 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 43. — Manufacture nationale des Gobelins. — Indemnités diverses, secours et primes de travail, 540 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 44. — Manufacture nationale des Gobelins. — Restauration de tapisseries appartenant à l'Etat, 8,505 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45. — Manufacture nationale de Beauvais. — Personnel, 6,075 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 47. — Manufacture nationale de Beauvais. — Indemnités diverses, primes de travail, secours, 135 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 48. — Musées nationaux. — Personnel, 3,780 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 49. — Musées nationaux. — Personnel de gardiennage, 36,450 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 51. — Musées nationaux. — Salaires des gagistes. — Indemnités diverses, secours, frais de voyages, 4,995 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53. — Musée Guimet. — Personnel, 1,550 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 54. — Musée Guimet. — Indemnités, allocations diverses, secours, 270 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 61. — Expositions à Paris, dans les départements et à l'étranger. — Indemnités, salaires, 270 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 62. — Conservation des palais nationaux. — Personnel, 22,275 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 64. — Conservation des palais nationaux. — Personnel auxiliaire. — Indemnités diverses, secours, 2,700 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 65. — Administration du mobilier national. — Personnel, 5,265 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 66. — Administration du mobilier national. — Matériel, 4,320 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 69. — Personnel des monuments historiques, 810 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 74. Musée de sculpture comparée du Trocadéro. — Personnel, 1,215 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 77. — Personnel des bâtiments civils et des palais nationaux, 4,455 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 79. — Entretien des bâtiments civils et des palais nationaux, 25,330 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 86. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Personnel, 6,480 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 88. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations, 5,130 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 90. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires

pour charges de famille, 10,625 fr. » — (Adopté.)

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande.

1^{re} section. — Commerce et industrie.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre. — Personnel de l'administration centrale, 8,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Traitements et salaires du personnel de service de l'administration centrale, 4,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Services techniques. — Personnel, 11,340 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Traitements du personnel des poids et mesures, 44,550 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel. — Traitements et salaires, 9,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Ecoles nationales des arts et métiers. — Subvention pour les dépenses de fonctionnement. — Personnel, matériel et dépenses diverses, 63,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Ecoles nationales professionnelles. — Subvention pour les dépenses de fonctionnement. — Personnel, matériel et dépenses diverses, 33,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Ecole nationale d'horlogerie de Cluses. — Personnel, traitements et salaires, 2,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 37. — Ecoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel, traitements et salaires, 121,875 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 39. — Ecoles normales de l'enseignement technique. — Personnel, traitements et salaires, 270 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40. — Ecole normale de l'enseignement technique. — Indemnités et allocations diverses, secours, 270 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53. — Office des produits chimiques et pharmaceutiques. — Personnel, 945 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 55. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 18,625 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Postes et télégraphes.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Personnel de l'administration centrale, 132,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 1,509,625 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4 quinquies. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille. — Service des comptes courants et chèques postaux, 162 fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 7. — Ecole professionnelle supérieure. — Services d'études et de recherches techniques. — Personnel, 8,775 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Inspection générale et services techniques. — Ateliers de construction. — Personnel des agents et sous-agents, 27,143 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Exploitation. — Personnel des agents, 5,978,062 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Rémunération d'agents auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 202,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Exploitation. — Personnel des sous-agents, 6,604,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Exploitation. — Sous-agents auxiliaires, 1,843,312 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Frais de remplacement du personnel mobilisé, 3,172,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 34. — Salaires du personnel ouvrier des services techniques, 1,120,500 fr. » — (Adopté.)

3^e section. — Transports maritimes et marine marchande.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du sous-secrétaire d'Etat et du personnel de l'administration centrale, 17,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Frais de fonctionnement de la commission de la marine marchande pour l'assurance des risques maritimes de guerre, 4,185 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Administrateurs de l'inscription maritime, 15,293 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Officiers et commis d'administration de l'inscription maritime, 41,312 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Personnel des écoles d'hydrographie et cours complémentaires, 2,062 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Personnel de l'inspection de la navigation, 9,720 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Personnel des pêches et de la domanialité maritimes, 14,446 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Syndics des gens de mer, gardes maritimes et agents de gardiennage, 83,025 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Personnel de l'inspection du service de construction et d'entretien de la flotte commerciale, 1,485 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Frais d'administration et de contrôle des caisses régionales de crédit maritime, 270 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 34. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 15,312 fr. » — (Adopté.)

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et du personnel de l'administration centrale, 20,550 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Traitements du personnel de service de l'administration centrale, 5,940 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Office du travail. — Traitements, 270 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Office du travail. — Frais de missions et dépenses diverses, 405 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Inspection du travail dans l'industrie. — Traitements, 17,955 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Office central de placement des chômeurs et réfugiés. — Salaires du personnel auxiliaire, 2,295 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 26. — Service d'observation des prix. — Personnel, 1,215 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Statistique générale de la France. — Personnel, 9,315 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Office national des mutilés et réformés de la guerre. — Personnel, 810 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 41. — Contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Personnel, 4,455 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 44. — Contrôle des sociétés d'assurances sur la vie, des sociétés de capitalisation et des sociétés d'épargne. — Personnel, 2,835 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 47. — Surveillance des opérations de réassurances et d'assurances directes. — Personnel, 540 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 59. — Administration du service des retraites dans les départements et les communes. — Indemnités et remises, 87,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 61. — Contrôleurs des retraites ouvrières et paysannes. — Traitements, 30 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 69. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 8,255 fr. » — (Adopté.)

Ministère des colonies.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE I^{er}. — Dépenses civiles.

1^{re} section. — Dépenses d'intérêt commun.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et du personnel civil de l'administration centrale, 22,410 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Personnel militaire de l'administration centrale, 3,105 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Traitements et salaires des agents de service de l'administration centrale, 9,720 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Service administratif dans les ports de commerce de la métropole. — Personnel, 11,205 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Etudes agricoles coloniales. — Traitements, 270 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Subvention au jardin colonial, 4,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Service des phares à Saint-Pierre et Miquelon. — Personnel, 1,890 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 6,250 fr. » — (Adopté.)

TITRE III. — Services pénitentiaires.

« Chap. 43. — Administration pénitentiaire. — Personnel, 103,680 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'agriculture et du ravitaillement.

1^{re} section. — Agriculture.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 18,630 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Personnel de service de l'administration centrale, 5,535 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses, 1,080 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Traitements des directeurs des services agricoles et professeurs d'agriculture, 19,695 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Personnel de l'enseignement ménager, 1,350 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Personnel de l'institut national agronomique, 4,050 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Personnel des écoles nationales d'agriculture, 15,120 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Personnel des écoles spéciales et établissements d'élevage, 4,455 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Personnel des écoles pratiques, fermes-écoles, établissements divers et stations agricoles, 54,675 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Indemnités et allocations

diverses, frais de déplacement du personnel des établissements d'enseignement agricole et d'élevage, établissements divers et stations agricoles, 540 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 28. — Personnel du service du matériel agricole, 413 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Personnel du service des travaux de culture, 16,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40. — Traitements du personnel enseignant et divers des écoles nationales vétérinaires, 4,590 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 41. — Traitements du personnel subalterne des écoles nationales vétérinaires, 10,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 46. — Traitements du personnel des services sanitaires vétérinaires, 1,215 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 48. — Services départementaux des épizooties, 4,687 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 51. — Traitements du personnel des haras, 6,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 54. — Traitements des sous-agents des haras, 186,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 58. — Bâtiments du service des haras. — Grosses réparations d'entretien, frais de culture, frais de bureau, dépenses diverses, 4,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 60. — Frais de conduite, frais de monte, salaires. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 54,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 67. — Personnel de l'hydraulique et des améliorations agricoles, 17,550 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 73. — Allocations et subventions à diverses institutions concernant l'hydraulique et les améliorations agricoles. — Météorologie agricole, 675 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 76. — Traitements des inspecteurs de l'inspection générale du crédit et des associations agricoles subventionnées, 1,125 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 83. — Traitements et indemnités du personnel des laboratoires et stations de recherches sur les maladies des plantes (épiphyties), 3,240 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 86. — Personnel de l'inspection et de la répression des fraudes, 7,290 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 90. — Personnel du service des produits chimiques agricoles, 1,080 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 93. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 170,040 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 94. — Surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine, 5,865 francs. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 101. — Personnel des agents des eaux et forêts dans les départements, 18,900 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 102. — Personnel des préposés domaniaux dans les départements, 456,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 103. — Rétribution d'auxiliaires chargés pour la durée de la guerre de la gestion et de la surveillance des forêts soumises au régime forestier, 10,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 107. — Traitements du personnel de l'enseignement forestier, 1,635 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Ravitaillement général.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du sous-secrétaire d'Etat et personnel de l'administration centrale, 34,290 fr. » — (Adopté.)

Ministère des travaux publics et des transports.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Dépenses ordinaires.

§ 1^{er}. — Personnel.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre. — Personnel de l'administration centrale, 34,875 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées. Traitements 11,130 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Ecole nationale des ponts et chaussées et services annexes. — Personnel et traitements, 3,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Personnel des sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées. — Traitements, 324,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Personnel des sous-ingénieurs et contrôleurs des mines attachés au contrôle des chemins de fer. — Traitements, 2,160 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Personnel des adjoints techniques et des dames employées des ponts et chaussées. — Traitements, 318,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Agents temporaires et auxiliaires. — Salaires, 27,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime. — Traitements, 36,855 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Personnel de la navigation intérieure (éclusiers, pontiers, barragistes, etc.). — Traitements, suppléments de traitement et indemnités diverses permanentes, 289,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Personnel des ports maritimes de commerce (éclusiers, pontiers, etc.). — Traitements, suppléments de traitement et indemnités diverses permanentes, 72,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Personnel des phares et balises. — Traitements, suppléments de traitement et indemnités diverses permanentes, 81,450 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 32. — Directeurs, contrôleurs généraux et inspecteurs du contrôle de l'exploitation commerciale des chemins de fer. — Traitements, 540 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 34. — Personnel des commissaires du contrôle de l'Etat sur les chemins de fer. — Traitements, 34,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Personnel des contrôleurs des comptes et des contrôleurs du travail. — Traitements, 3,645 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 38. — Personnel de service attaché aux bureaux du contrôle des chemins de fer. — Traitements, 2,813 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 42. — Personnel de l'inspection des contrôles locaux de l'exploitation et du travail des voies ferrées d'intérêt local. — Traitements, 270 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 50. — Nivellement général de la France. — Frais généraux de personnel, 1,875 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 52. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 207,000 fr. » — (Adopté.)

§ 2. — Entretien.

« Chap. 55. — Frais des bureaux des services des ponts et chaussées, 11,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 56. — Frais des bureaux des ingénieurs des mines attachés au contrôle des chemins de fer, 675 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 58. — Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires, 1,687,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 60. — Navigation intérieure. — Rivières et canaux. — Entretien et réparations ordinaires, 270,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 62. — Ports maritimes. — Tra-

vauz ordinaires. — Entretien et réparations ordinaires, 61,875 fr. » — (Adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, pour l'objet défini à l'article 1^{er}, au titre de l'exercice 1918, en addition aux crédits provisoires alloués par la loi du 31 décembre 1917 et par des lois spéciales pour les dépenses des budgets annexes rattachés pour ordre au budget ordinaire des services civils, des crédits s'élevant à la somme totale de 514,856 fr.

« Ces crédits demeurent répartis, par service et par chapitre, conformément à l'état B annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état B :

Ministère des finances.

Fabrication des monnaies et médailles.

« Chap. 1^{er}. — Personnel, 7,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 3,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Salaires, 34,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Salaires. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 10,500 fr. » — (Adopté.)

Imprimerie nationale.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du personnel commissionné, 13,125 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Salaires du personnel non commissionné, 6,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 8,610 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Salaires des ouvriers, ouvrières, garçons d'ateliers et apprentis, 210,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Salaires des ouvriers mobilisés, 50,625 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la justice.

Légion d'honneur.

Dépenses ordinaires.

« Chap. 1^{er}. — Grande chancellerie. — Personnel, 5,608 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Frais relatifs au domaine d'Ecouen, 338 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 16. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 125 fr. » — (Adopté.)

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande.

Caisse nationale d'épargne.

Intérêts à servir aux déposants et frais d'administration.

« Chap. 2. — Dépenses de personnel, 157,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 3,125 fr. » — (Adopté.)

Caisse des invalides de la marine.

« Chap. 1^{er}. — Frais d'administration et de trésorerie pour les quatre services composant l'établissement des invalides, 3,780 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Attribution aux personnels

civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 270 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2.

(L'art. 2 est adopté.)

M. le président.

TITRE II

« Art. 3. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1918, en addition aux crédits provisoires alloués par la loi du 30 décembre 1917 et par des lois spéciales pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, des crédits s'élevant à la somme totale de 50,636,371 fr., en vue de relever les suppléments temporaires de traitement accordés aux personnels civils de l'Etat en vertu de la loi du 4 août 1917 et les suppléments temporaires de solde accordés aux officiers subalternes et sous-officiers à solde mensuelle en vertu de la loi du 31 décembre 1917.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état C annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état C :

Ministère de l'intérieur.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. B. — Frais de fonctionnement des commissions prévus par l'article 15 de la loi du 26 décembre 1914, par l'article 3 de la loi du 30 mai 1916 et par le décret du 27 septembre 1916. — Personnel, 13,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. M. — Indemnités journalières aux agents de police auxiliaires (surveillance des usines de guerre), 148,500 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales.

3^e partie. — Services généraux des ministères,

Intérieur.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et des sous-secrétaires d'Etat. — Personnel militaire de l'administration centrale, 98,560 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale, 229,620 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Invalides et musée de l'armée, 5,060 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4 bis. — Service général des pensions et secours. — Personnel, 310,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Ecoles militaires. — Personnel, 187,690 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Solde de l'armée, 23,476,520 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Garde républicaine, 40,750 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Service géographique. — Personnel, 56,125 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Etablissements du génie. — Personnel, 278,870 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Etablissements de l'aéronautique. — Personnel, 167,570 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Personnel civil des établissements de l'intendance, des états-majors et des dépôts, 9,325,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Etablissements du service de santé. — Personnel, 5,850,310 fr. » — (Adopté.)

Algérie et Tunisie.

« Chap. 42. — Etat-major général et services généraux, 25,850 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 43. — Etats-majors particuliers

de l'artillerie et du génie, 16,990 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 44. — Service de l'intendance militaire, 18,610 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45. — Service de santé, 29,720 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 46. — Vétérinaires militaires et dépôts de remonte, 2,290 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 47. — Solde de l'infanterie, 193,680 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 48. — Solde de la cavalerie, 111,470 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 49. — Solde de l'artillerie, 32,540 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 50. — Solde du génie, 7,590 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 51. — Solde de l'aéronautique, 8,640 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 52. — Solde du train des équipages militaires, 10,970 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53. — Solde des troupes d'administration, 4,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 56. — Service du recrutement, 610 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 58. — Justice militaire, 4,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 59. — Etablissements pénitentiaires et sections d'exclus, 7,120 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 63. — Etablissements du génie, 17,205 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 66. — Etablissements de l'intendance. — Personnel, 146,940 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 76. — Hôpitaux, 81,190 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 79. — Subvention aux territoires du sud de l'Algérie, 4,710 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 80. — Gendarmerie de Tunisie, 2,140 fr. » — (Adopté.)

Divers.

« Chap. 83. — Corps d'occupation de Chine, 5,790 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 83 bis. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 166,850 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 83 bis. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 166,850 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Occupation militaire du Maroc.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE 1^{er}. — Troupes métropolitaines et formations indigènes mixtes.

« Chap. 88. — Etat-major général et services généraux, 37,830 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 89. — Etats-majors particuliers de l'artillerie et du génie, 14,360 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 90. — Service de l'intendance, 8,810 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 91. — Service de santé, 14,210 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 92. — Vétérinaires militaires et dépôts de remonte mobile, 3,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 93. — Solde de l'infanterie, 176,290 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 94. — Solde de la cavalerie, 41,900 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 95. — Solde de l'artillerie, 35,660 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 96. — Solde du génie, 23,030 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 97. — Solde de l'aéronautique, 11,610 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 98. — Solde du train des équipages militaires, 22,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 99. — Solde des troupes d'administration, 1,510 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 100. — Gendarmerie, 4,570 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 102. — Justice militaire, 1,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 107. — Etablissements du génie, 1,350 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 109. — Remonte, 1,440 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 110. — Etablissements de l'intendance. — Personnel, 162,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 119. — Hôpitaux, 12,150 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 120. — Entretien des troupes auxiliaires marocaines, 27,450 fr. » — (Adopté.)

TITRE II. — Troupes coloniales.

« Chap. 124. — Etats-majors, 1,940 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 125. — Service de l'intendance, 1,590 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 126. — Service de santé, 1,560 francs. » — (Adopté.)
 « Chap. 127. — Infanterie coloniale, 37,810 francs. » — (Adopté.)
 « Chap. 128. — Artillerie coloniale, 6,560 francs. » — (Adopté.)

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

Armement et fabrications de guerre.

3^e partie. — Services généraux des ministères

Intérieur.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et des sous-secrétaires d'Etat. — Personnel militaire de l'administration centrale, 18,375 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale, 57,795 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 4 ter. — Dépenses techniques de de la direction des inventions, 10,800 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 6. — Etablissements de l'artillerie. — Personnel, 402,975 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 7. — Matériel de l'artillerie, 520,425 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 8. — Armes portatives. — Grenades et artifices de signalisation, 19,305 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 9. — Automobiles, 13,770 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 10. — Harnachement et ferrage, 1,485 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 11. — Bâtiments et moteurs, 4,860 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 15. — Bois pour les armées, 49,410 fr. » — (Adopté.)

Algérie et Tunisie.

« Chap. 17. — Etablissements de l'artillerie, 10,125 fr. » — (Adopté.)

Maroc.

« Chap. 22. — Etablissements de l'artillerie, 1,620 fr. » — (Adopté.)

Divers.

« Chap. 24. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 12,750 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la marine.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE I^{er}. — Frais généraux d'administration.

Entretien de la marine militaire.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et du personnel de l'administration centrale, 75,555 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 2. — Personnels divers en service à Paris, 8,270 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 5. — Personnel du service hydrographique, 8,870 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 7. — Contrôle de l'administration de la marine, 3,915 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 8. — Officiers de marine et officiers des équipages de la flotte, 418,385 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Officiers mécaniciens, 63,215 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Personnels divers d'instruction, 7,560 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Personnel du service de l'intendance maritime, 54,445 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Service des subsistances, de l'habillement et du casernement. — Salaires, 76,950 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 18. — Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires, 33,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Personnel du service de santé, 71,450 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Service des hôpitaux. — Salaires, 67,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Personnel du service des constructions navales, 233,565 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 24. — Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires, 1,800,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 26. — Constructions navales. — Entretien et réparation de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Salaires, 675,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 28. — Personnel du service de l'artillerie, 58,515 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires, 877,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Salaires, 530,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Personnel du service des travaux hydrauliques, 24,085 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 34. — Service des travaux hydrauliques. — Salaires, 63,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution, 226,415 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 38 bis. — Allocations diverses au personnel technique et ouvrier des arsenaux et établissements, 135,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 41 bis. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 1,122,971 fr. » — (Adopté.)

TITRE II. — Travaux neufs. — Approvisionnements de guerre.

« Chap. 43. — Constructions navales. — Constructions neuves. — Salaires, 360,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 48. — Artillerie navale. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Salaires, 198,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 54. — Aéronautique militaire, 27,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

4^{re} section. — Instruction publique.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. B. — Avances à charge de remboursement du traitement du personnel des lycées, collèges et cours secondaires dans les villes envahies par l'ennemi ou isolées, 36,450 fr. » — (Adopté.)

Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande.

4^{re} section. — Commerce et industrie.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. A. — Frais de fonctionnement

du service des dérogations aux prohibitions d'entrée, 5,400 fr. » — (Adopté.)

Ministère des colonies.

Dépenses militaires.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. A. — Solde des troupes aux colonies (groupe des Antilles et du Pacifique), 8,665 fr. » — (Adopté.)

« Chap. B. — Solde des troupes aux colonies (groupe de l'Afrique occidentale française), 70,390 fr. » — (Adopté.)

« Chap. C. — Dépenses d'administration du Togo, 1,685 fr. » — (Adopté.)

« Chap. D. — Recrutement de tirailleurs en Afrique occidentale française, 38,170 fr. » — (Adopté.)

« Chap. E. — Solde des troupes aux colonies (groupe indo-chinois), 88,420 fr. » — (Adopté.)

« Chap. F. — Solde des troupes aux colonies (groupe de l'Afrique orientale), 41,915 fr. » — (Adopté.)

« Chap. G. — Troupes d'occupation de l'Afrique équatoriale, 31,765 fr. » — (Adopté.)

« Chap. H. — Dépenses d'administration et d'occupation du Cameroun, 18,340 fr. » — (Adopté.)

« Chap. K. — Personnel de l'intendance des troupes coloniales, 16,020 fr. » — (Adopté.)

« Chap. L. — Personnel du service hospitalier, 21,030 fr. » — (Adopté.)

Ministère du blocus et des régions libérées.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Blocus.

« Chap. — Personnel des services du blocus, 6,345 fr. » — (Adopté.)

Régions libérées.

« Chap. 5. — Frais d'administration, à Paris et dans les départements, des services de reconstitution des régions envahies atteintes par les événements de guerre et de règlement des dommages de guerre. — Personnel, 24,975 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 16. — Office de reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion. — Personnel, 1,215 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Office de reconstitution agricole des départements victimes de l'invasion. — Personnel, 4,995 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3. (L'article 3 est adopté.)

M. le président. « Art. 4. — Il est ouvert au ministre de l'armement et des fabrications de guerre, pour l'objet défini à l'article 3, au titre de l'exercice 1918, en addition aux crédits provisoires alloués par la loi du 30 décembre 1917 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, des crédits s'élevant à la somme totale de 453,510 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

« Chap. 1^{er}. — Personnel du cadre attaché à la direction des poudres et salpêtres à l'administration centrale, 8,010 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Personnel du cadre du service des poudres et salpêtres, 17,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Frais d'exploitation des établissements producteurs. — Personnel, 424,710 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires

pour charges de famille, 3,790 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 4. (L'article 4 est adopté.)

M. le président.

TITRE III

« Art. 5. — Les dispositions de l'article 5 de la loi du 4 août 1917 demeurent applicables aux suppléments temporaires de traitements accordés en vertu de la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Les indemnités pour charges de famille résultant de la présente loi et de la loi du 31 décembre 1917 ne peuvent se cumuler avec les allocations et majorations pour enfants attribuées en vertu de la loi du 5 août 1914. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Les suppléments temporaires de traitement et les indemnités pour charges de famille, résultant de la présente loi, de la loi du 4 août 1917 et de la loi du 31 décembre 1917, ne sont pas soumis aux effets des saisies-arrêts. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	231
Majorité absolue.....	116

Pour l'adoption..... 231

Le Sénat a adopté.

12. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI ATTRIBUANT LA LÉGION D'HONNEUR ET LA MÉDAILLE MILITAIRE AVEC TRAITEMENT A LA MARINE MARCHANDE

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'attribution de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement au personnel de la marine marchande.

M. Réveillaud, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

La parole est à M. le rapporteur dans la discussion générale.

M. Eugène Réveillaud, rapporteur. Messieurs, si je monte à cette tribune, ce n'est pas tant pour demander l'urgence sur le projet de loi qui vous est soumis — ce que j'eusse pu faire de ma place — que pour mettre en relief quelques-uns des actes d'héroïsme accomplis par les marins de notre marine marchande, et qu'ont voulu récompenser et récompenser sans fraude les auteurs de la proposition.

Je ne prétends pas d'ailleurs, messieurs, vous imposer la lecture de mon rapport. Il a été imprimé et distribué et vous avez pu en prendre connaissance. Il me suffira de le résumer en quelques mots et de vous dire que la commission de la marine et le Gouvernement sont d'accord sur le fond et aussi sur l'urgence de cette loi.

De quoi s'agit-il en effet? D'une proposition de loi, présentée à la Chambre des députés par l'honorable M. Chaumet, député de Bordeaux, ancien ministre de la marine, et par plusieurs de ses collègues, tendant à compléter par des dispositions qui justement en hâteront l'efficacité, — en supprimant les retards qu'entraînaient certaines formalités plus ou moins oiseuses et traînantes — la loi du 2 août 1917, auto-

risant le ministre de la marine à accorder aux officiers et marins du commerce « qui se sont particulièrement distingués au cours d'une attaque subie par leur bâtiment » soit des médailles militaires, soit des croix de la Légion d'honneur avec traitement.

Le Parlement français avait tenu, par cette manifestation, à donner au personnel de notre marine marchande un témoignage de sympathie et de gratitude qu'il a glorieusement mérité, depuis que la guerre sous-marine lui impose de si rudes épreuves.

Quelques-uns d'entre vous, messieurs, ont pu lire un livre que, pour ma part, j'ai lu, ces jours-ci, avec un vif intérêt, intitulé : *L'Odyssée d'un transport torpillé*, dont l'auteur anonyme — le livre est signé Y... — décrit, d'un style aisé et piquant de jeune loup de mer — il était à bord le second du commandant — les voyages et les aventures — des ports aux ports les plus divers d'Europe, d'Afrique et d'Amérique, — d'un navire marchand mis par ses armateurs au service tantôt des particuliers tantôt de l'Etat pour les transports de troupes, de bois, de charbons, de vins et de munitions.

Or, vous pouvez imaginer les périls courus par ces marins avec des accommodations anciennes et insuffisantes — ils ne disposaient même pas de la télégraphie sans fil ! et dépourvus de canon de défense qu'ils réclamaient aussi vainement à cor et à cri, exposés donc chaque jour et sans défense au péril de ces sous-marins dont ils voyaient s'accroître de mois en mois la puissance destructrice et s'attendaient chaque jour aussi sans que cela abaissât d'ailleurs d'un cran leur courage et leur énergie, à recevoir la torpille ennemie qui devait, en effet, finalement les anéantir.

Oui, quel courage, messieurs, quelle abnégation, quel héroïsme que celui de nos marins, de ceux du commerce comme de ceux de l'Etat. Héroïsme à la fois simple et grand, grandi par la simplicité même avec laquelle ils acceptent en riant, ou même en grognant, tous les risques d'une tâche où ils savent que la mort trahit les guette à chaque heure, et où ils ont fait à l'avance le sacrifice de leur vie, sacrifice qu'anoblit pour eux, depuis la déclaration de guerre, la pensée que c'est la patrie qu'ils servent, et pour sa défense qu'ils mourront ! (Applaudissements.)

Et qui pourrait hésiter un instant dans ces conditions d'héroïsme à tension continue, à leur marchander la seule récompense qu'ils ambitionnent, en dehors de la satisfaction du devoir accompli : celle de voir la patrie reconnaître leur dévouement et leur décerner, quand ils l'ont méritée dix fois pour une, la croix d'honneur ou la médaille des braves dont elle récompense les plus vaillants servants et défenseurs?

Car on sait assez, dans notre pays de France, que cette moisson de l'honneur est la plus enviée, et la seule souvent dont nos intrépides marins, comme nos vaillants soldats, aient faim de cueillir les épis.

Qui ne se rappelle, ayant lu les *Souvenirs de Jeunesse* d'Ernest Renan, cette page immortelle où l'auteur nous montre les marins bretons revenus d'une campagne de guerre maritime et débarquant dans le port natal où ils reçoivent leur solde arriérée, faire avec l'argent qu'ils reçoivent, la « soupe aux écus » et la jeter aux gamins sur les quais du port pour bien montrer que c'est pour la patrie, pour la gloire et pour l'honneur, et comme Français qu'ils se sont battus, non pas pour l'argent, comme des mercenaires. (Très bien ! très bien !)

Et n'avez-vous pas senti, messieurs, il y a deux jours, comme un frémissement de fierté, les vibrations du cœur de nos marins de France, en lisant, dans les journaux de mardi, la belle et mâle réponse que nos

travailleurs de la mer viennent de faire à notre haut commissaire de la marine marchande, à cet appel qu'il leur a adressé, lorsque, leur annonçant la réquisition générale de notre flotte marchande, il leur a fait savoir qu'il comptait, au nom de la France, sur les sentiments de patriotisme et de solidarité qui doivent unir, en ces jours de danger et de gloire, les capitaines et les matelots, les armateurs et les marins du commerce?

Vous me permettez, messieurs, cette courte lecture :

« Cet appel a été entendu. Les bureaux des fédérations des capitaines au long cours, des capitaines au cabotage, des mécaniciens brevetés, des officiers radiotélégraphistes et des syndicats maritimes viennent, en effet, de tenir à Marseille une réunion extrêmement importante. Ils se sont montrés très sympathiques au projet de M. Bouisson, lequel prévoit la délivrance de primes à la rotation pour les navires marchands. Il restait à régler les modalités de la répartition de cette prime. C'est là que les intéressés ont fait preuve d'un magnifique esprit de solidarité qu'il convient de souligner.

« Ils ont, en effet, décidé que cette indemnité serait partagée également entre tous, entre les capitaines et les officiers mécaniciens à très gros salaires et les marins à 120 fr. par mois, tout comme l'indemnité de tranchée est égale, au front, pour le simple soldat et pour l'officier. Et ce sont les capitaines au long cours eux-mêmes qui ont proposé ce mode de partage. Enfin, pour égaliser la prime entre tous les navires de tonnage et de composition d'équipage fort différents, le projet prévoyait la création d'une caisse spéciale. Il a été décidé que les bonis de cette caisse seraient partagés entre les équipages et les marins du commerce mobilisés, lesquels ne s'attendaient certainement pas à cette aubaine. »

Mais ce n'est pas d'aubaine, ni de partage d'aubaine ou de primes de guerre, ni de rapprochement d'entente entre les états-majors et les syndicats de marins qu'il s'agit dans la proposition de loi que j'ai été chargé par votre commission de la marine de rapporter devant vous. Il s'agit plutôt de partage de gloire et de rapprochement, d'entente, sur ce terrain de l'honneur, entre notre marine de l'Etat et notre marine du commerce.

La seconde a été longtemps considérée chez nous, en ce qui regarde justement l'honneur et la gloire, et traitée un peu, dans ses rapports avec la première comme l'était, avant 1789, le Tiers-Etat au regard de la noblesse, comme le sont encore, m'assure-t-on, dans l'opinion de beaucoup de Français, les ingénieurs de l'école centrale au regard de ceux qui sortent de polytechnique et en ont porté le noble bicorne.

La répartition de cet honneur est faite aussi quelque peu inégalement par la publicité, par le livre, par les journaux, par cette presse qu'on a appelée « la grande faiseuse de gloire ».

Je sais déjà plusieurs ouvrages, consacrés à honorer, à célébrer les grands faits, les vertus militaires, les exploits de nos marins de la marine de guerre. Je citerai, au hasard de mes souvenirs et de mes lectures : *Dixmude* où M. Le Goffic, retraçant la défense de nos lignes de l'Yser a donné, le juste tribut de gloire qu'ils méritaient à nos héroïques fusiliers marins qui y combattirent au premier rang sous les ordres de l'amiral Ronarchis et dans une proportion d'un contre dix, faisant à ce dernier coin de la Belgique une barrière de leurs corps, arrêtaient le flot de l'invasion des barbares et l'empêchèrent de nous submerger.

Je pourrais citer, aussi le livre de Pierre de Kadoret — un pseudonyme qui couvre

le vrai nom d'un officier de vaisseau bien connu de moi — qui, sous le titre : *Mon groupe d'auto-canon*, a célébré les randoonnées d'une de ces compagnies de marins mis à la disposition du ministre de la guerre et qui sur le même théâtre de la guerre, ont donné à notre armée, dans un temps où les auto-canon étaient une arme nouvelle et plus efficace qu'aujourd'hui, — le concours de leur vaillance agressive et de leur mépris du danger. (*Très bien ! très bien !*)

Je pourrais citer enfin dans plusieurs numéros de *l'Illustration*, maints articles consacrés aux exploits de notre marine de guerre dont plusieurs, qui valent des décorations, ont fourni au grand public quelques éléments, quelques pages de ce qui sera un jour l'histoire de notre marine nationale pendant cette guerre. On y retrouvera dans l'auréole de leur gloire, et pour ne parler que de mes compatriotes de ma petite patrie des côtes de Saintonge, le nom de l'enseigne de vaisseau Carissan, de Saint-Jean-d'Angély, qui commandait dans l'Océan Indien une de nos petites unités, le *Mousquet*, et le menant courageusement à l'attaque d'un gros croiseur allemand, le *Dresden*, y laissa sa vie; le nom du lieutenant de vaisseau Ballande qui était entré le premier, l'épée à la main, forçant toutes les menaces et les résistances, dans Casablanca et qui périt, comme vous savez, dans la catastrophe du *Léon-Gambetta*.

Mais je n'ai pas connaissance qu'un travail d'ensemble ait été fait, qu'un relevé d'ensemble un livre d'or ait été écrit — j'exprime le vœu qu'il le soit un jour et l'on me dit que M. René Bazin y travaille, — pour faire connaître au pays et transmettre à la postérité la mémoire de tant de hauts faits, de tant d'actes de courage allant parfois jusqu'à la témérité dans les luttes inégales, de tant de rencontres et d'abordages contre des torpilleurs et des sous-marins ennemis, où l'avantage est souvent resté aux nôtres et où, quand cet avantage leur manquait, leur gloire en brillait plus pure encore peut-être, parce qu'elle avait l'auréole de la mort et du sacrifice.

Je ne veux pourtant pas être injuste.

Les honneurs de la publicité dans la grande presse, n'ont tout de même pas manqué complètement à nos héroïques « patrouilleurs », comme les marins de l'État dans leur argot, appelant un peu dédaigneusement leurs camarades de la flotte marchande.

C'est ainsi qu'on pouvait lire, dans *l'Illustration* du 28 juillet 1917, sous le titre : « Un voilier qui a du cran », le récit émouvant du combat engagé contre les sous-marins boches par un trois-mâts goëlette armé du port de Fécamp, le *Saint-Antoine de Padoue*, de la maison d'armement Le Borgne, qui remonte à près de deux siècles. Le capitaine Richard, commandant de la goëlette, se portant au secours d'autres voiliers non armés que canonait l'ennemi, manœuvra si bien qu'en moins de quinze jours il sauva sept navires et le sien. Le ministre de la marine a récompensé les hommes de l'équipage et a décoré leur capitaine de la médaille militaire. Ce n'était vraiment pas de trop pour honorer des braves qui, en deux brillants engagements à la voile, venaient de faire la preuve que « le sang des corsaires d'antan, comme l'écrivait M. R. Lestonnat, bouillonne encore dans les veines de nos marins toujours parés pour le combat ».

Et qui de vous, messieurs, s'il a pu lire dans le numéro du 13 octobre dernier du même journal l'article intitulé : « Ceux du voilier *Kléber* », n'a encore présente à l'esprit cette page saisissante, le récit de cet épisode qui est venu illustrer d'un exceptionnel intérêt l'enquête commencée, me dit-on

sur les hauts faits de notre marine de pêche et de commerce militarisée. Il s'agit du combat du voilier *Kléber* contre un sous-marin. Cette action qui prendra place auprès des plus magnifiques faits de guerre dont s'enorgueillissent les annales de notre marine de guerre, a été contée par un correspondant qui signe Lauwyck (je ne sais si c'est un pseudonyme), en termes dignes du drame et de ses héros, et je vous demande, chers collègues, la permission, si je n'abuse pas de votre attention, de vous rappeler les traits essentiels de cet impressionnant récit; car il bon que tout le pays où retentissent les échos de cette haute tribune, en ce moment de la guerre où l'assaut suprême de nos ennemis paraît déchaîné de la mer du Nord aux Vosges, sache sur quels hommes il peut compter pour sa défense sur mer comme sur terre.

Donc, le trois-mâts goëlette *Kléber* (un beau nom de lutteur) amenait d'Angleterre à la Rochelle, une cargaison de 400 tonnes de houille. Il courait, le 7 septembre, au large des côtes de Bretagne; il y « taillait de la route » vent arrière et toutes voiles dehors, quand, vers 5 heures 35 du soir, l'homme du bossoir aperçut, très loin devant, une sorte de tour: roche? épave? bouée?... C'était un sous-marin.

Tout dote disparut quand vint un éclatement d'obus; un autre siffla, puis un troisième. Aussitôt, le capitaine fit lofer sur bâbord, et la pièce de 47, qui s'allongeait sur son cou, hélas! bien maigre, répondit coup sur coup. Surpris, le sous-marin préféra ne pas insister et disparut...

Mais ce n'était que pour réparaître. Le Boche, en effet, voulait sa proie; il se cachait sous l'eau, comme ailleurs sous la terre, pour préparer, à l'abri et dans l'ombre, quelque mauvais coup.

En effet, après une quarantaine de minutes, un obus siffla contre le *Kléber* et vint broyer une partie de ses bastingages. La lutte recommençait.

Tous à bord sentirent que, cette, fois le destin les empoignait et les acculait à la mort. Ils pouvaient encore, pour lui échapper, sauter dans les canots et se sauver... Mais cela ressemblait trop à une désertion, car le pavillon tricolore flottait là-haut. Et puis, le bâtiment abandonné eût été coulé impunément par l'ennemi! Alors, tous, comme des héros de Corneille, choisirent le parti le plus héroïque — sombrer ou vaincre — et rester à bord.

Mais les projectiles arrivaient d'arrière, Le sous-marin, avec une habileté diabolique (tout est diabolique, vraiment chez ces forbans), avait émergé à contre-jour, dans le soleil qui baissait.

Les hommes du *Kléber*, éblouis, ne visaient qu'avec d'extrêmes difficultés la tourelle noire et lointaine. Et puis, le miroitement de la mer irradiée empêchait tout réglage du tir. Les Boches, eux, miraient à l'aise l'énorme voilure: leurs projectiles arrivaient sur les mâts et le pont du *Kléber* avec une régularité désespérante.

Le capitaine tomba le premier, criblé d'obus à la tête et au ventre. La mitraille blessa cinq hommes autour de lui. D'autres obus, tombés dans les agrès, firent tomber les focs. Des morceaux de bois volaient, et là-haut, dans la misaine dont les poulies cassaient, on voyait s'élargir de grands coups dans les voiles.

Sous l'averse infernale, des matelots emportaient de la soute des caisses de munitions et les canonnières tiraient. Pendant plus d'une heure, ceux du *Kléber*, avec un entêtement breton et un amour-propre de Français, jetèrent intrépidement leurs petits obus de plomb contre cette forteresse d'acier qui écrasait, sous des 105

puissants et rapides, leur pauvre vaisseau de toile et de bois.

Un moment, on crut qu'un incendie prenait à bord. Voici qu'un projectile s'enfonça en sifflant dans l'amoncellement des caisses à munitions. Il saute, disloquant une partie de la dunette; sa mitraille perce quelques petits obus et en déchire d'autres; la poudre apparaît même et se répand. Par miracle, rien n'éclate.

On ne pouvait rester indéfiniment sous cette averse effroyable qui eût démoli le *Kléber* et fracassé stérilement tout l'équipage. Le second, un colosse, fait descendre les canots à la mer et, tandis que les canonnières s'obstinent à leur besogne, il réunit les huit hommes qui restent debout, en désigne cinq pour embarquer dans le canot, deux pour le doris et leur ordonne de partir.

— Mais vous? dit le maître d'équipage? — Je reste à bord, réplique le second... Les Boches vont croire le navire abandonné... Ils s'amèneront pour le faire sauter, mais c'est le sous-marin qui sautera. Ecartez au large. Adieu.

Nul ne récrimine. On sait que le chef ne peut quitter son bord. En fait, il se sacrifie pour sauver ses hommes, car sa tactique est désespérée. On obéit, mais à l'instant où le dernier enjambait la lisse, une explosion formidable ébranle la mâture: le second qui regagnait la dunette, tombe sur le visage, le côté gauche broyé. On hésite, les volontés flottent.

Alors, le maître d'équipage, très simplement, saute sur le pont et crie au canot: « Larguez les amarres, je reste! »

C'est à lui de se sacrifier: il se sacrifie. Tout cela se passe sans un mot boursoufflé, sans un geste faux. C'est l'héroïsme nu. Il se trouve à bord un matelot grièvement blessé, Maffard, qui s'était affalé près du grand mât. Le chef de pièce, Jain, étendu sur la dunette, saignant de la bouche et des oreilles, le canonier Basile qui se traîne blessé et les deux cadavres qui baignent dans une flaque horrible, où les pieds glissent. Mais le maître d'équipage Monnier, petit homme maigre, se montre prodigieux d'audace, de sang-froid et de ténacité. Seul, il fait les manœuvres de voilure; il surveille l'ennemi avec les jumelles du second, toutes dégoutantes de sang et de lambeaux de chair; il charge, pointe et tire. Tandis qu'il court sur le pont, Maffard l'arrête par le bas du pantalon et implorant les soins, lui montre le trou de son bras:

— « Je n'ai pas le temps, mon pauvre vieux, lui crie Monnier, bouche-le avec ton poing! »

Il se hâte, et la sueur fait des sillons sur son visage tout barbouillé du sang de Plessix.

Sans relâche il travaille la voilure et le canon, jusqu'à la minute où, décontenancé, il voit l'ennemi s'approcher des canots.

En effet, le sous-marin court vers eux, les accoste, prend sur son pont l'équipage du canot et envoie le doris se faire couler ailleurs. Il demande à ses otages leur nationalité, le nom, la route et la cargaison de leur navire; puis, ironiquement il montre le *Kléber* d'un revers de pouce et plaisante: « Quel est donc ce pistolet que vous avez à bord? »

Mais, pauvres en matériel, les Français roulèrent le Boche en héroïsme. Le commandant du sous-marin fut convaincu par leur réponse que personne de vivant ne restait sur le *Kléber*, que les derniers coups avaient été tirés par les canonnières à bout de force et que, depuis, tous deux avaient été certainement tués par les 105.

Le commandant réfléchit et fit tirer cinq coups sur le *Kléber*. Pas de réponse.

— Vous voyez bien, dit Chapelain, un vieux à moustaches grises

L'officier les menaçait tous, s'ils l'avaient trompé, d'une mort immédiate et impitoyable. Il les fit aligner devant la gueule du canon : tous persistèrent.

Enfin le sous-marin mit le cap sur le *Kléber*. A ce moment, autour des quatre Français, six Allemands, dont le commandant et un officier, allaient et venaient. Chapelain et ses camarades sentaient à crement l'horreur de leur destin : ou le *Kléber* atteindrait le sous-marin et ils périeraient sous les obus français, ou le *Kléber* manquerait son coup et ils seraient tués rageusement par l'ennemi. Mais tous n'étaient anxieux que d'un souci : « Pourvu que le *Kléber* réussisse à nous envoyer par le fond ! »

Monnier, aplati contre le bastingage du *Kléber*, son canon chargé, attendait. Il vit ses hommes debout sur le pont, sa chair se crispa. Mais tous ces Français vibraient depuis deux heures d'un héroïsme si puissant que leurs âmes s'unifiaient. Le maître d'équipage comprit que ses équipiers avaient fait le sacrifice de leur vie et que tous le mépriseraient s'il ne tirait pas.

Il bondit sur sa pièce et fit feu.

Un éclat avait faussé la hausse : les obus battaient l'eau autour de la coque grise et la touchèrent à peine. Mais ils déclanchèrent un résultat inattendu. Les ennemis se précipitèrent dans le capot et s'enfoncèrent si affolés qu'ils oublièrent sur le pont un des leurs. Jetés à la mer, nos hommes réussirent à se jucher dans le canot qui suivait à la traîne. Un jeune matelot, Lecardin, ne savait pas nager. L'Allemand qui, paraît-il, plongeait comme un pingouin, le sauva. Les Français, par gratitude, et le voyant sans défense, sauvèrent à leur tour ce Boche devenu leur prisonnier.

Cependant la nuit tombait : le trois-mâts se hâtait vers la terre lâchant des bordées dès que le périscope émergeait. Quand il fut hors de portée, le sous-marin sortit et fila vers le canot. Il y retrouva son homme, le reprit et en échange laissa la vie sauve aux quatre Français.

— « Mais le *Kléber*, dit le commandant, je l'aurai ». Il ne l'eut pas. Le *Kléber* put se réfugier à l'« estime » (car ses deux boussoles étaient brisées), vers la côte de Groix et, le lendemain matin, à la suite d'incidents que je passe, deux arraisonneurs de Lorient venaient le prendre à la remorque et amenaient à Port-Louis ce voilier en loques où un héros épuisé pleurait sur deux cadavres déchiquetés et glorieux !

Messieurs, ces braves ont eu leur récompense de gloire : le 3 octobre dernier, le Président de la République venait à bord du *Kléber* avec le ministre de la marine et un cortège chamarré. Il donnait l'accolade à ces braves marins stupéfaits ; il épinglait sur leur vareuse de laine la Légion d'honneur, la médaille militaire et la Croix de guerre, en les appelant des héros. Puis, au nom de toute la France, il auréolait de gloire leurs noms inconnus... Le capitaine Le Fauve, tué ; le second, Plessix, tué ; le maître d'équipage Monnier ; le chef de pièce J. in ; le canonnier Bazile, blessé ; les matelots Chapelain, blessé ; Noury ; Le Fouzé ; Maffard, blessé ; Travers, blessé ; Secardin, blessé, et le cuisinier Guillo tous « ayant bien mérité de la patrie ». (*Vifs applaudissements.*)

Vous direz, messieurs, si, à des marins de cette trempe, il eût été juste de faire attendre ou de chicaner cette récompense de l'honneur.

Qu'ajouterai-je, messieurs ? Un exemple encore.

Le *Temps* d'hier jeudi (ce n'est pas vieux) contenait la mention d'un nouvel exploit du petit voilier *Notre-Dame-de-Lourdes*, de Fécamp, attaqué par un sous-marin dans le canal de Bristol.

« Le combat, nous est-il dit, dura trois

quarts d'heure. Le sous-marin tira une quarantaine de coups de canon auxquels le voilier riposta par un nombre d'obus à peu près égal. Bien que le calibre de son artillerie fût certainement supérieur à celui du canon du voilier, le sous-marin abandonna la lutte. »

Pour reconnaître la belle défense du brave petit navire, le ministre de la marine vient de décerner la Croix de guerre au capitaine de corvette Bonnamy, aux deux canonnières Laot et Laray, et un témoignage officiel de satisfaction au voilier, dont l'équipage tout entier fit preuve de discipline et d'énergie.

Je parlais d'un livre d'or à écrire pour notre marine du commerce, digne sœur et associée de notre vaillante marine de guerre. De ce livre d'or, où devra-t-on trouver les éléments ? Il sera tout indiqué qu'on les trouve, encore qu'incomplets, dans les pages du *Journal officiel*, qui donnent la mention des décorations. Et c'est ainsi que, parmi les passagers de la compagnie transatlantique qui ont fait le voyage de Bordeaux à Casablanca, nul ne s'étonnera de voir cité dans les colonnes du *Journal officiel*, avec la mention épinglée à son nom de « chevalier de la Légion d'honneur » le capitaine Couturon, commandant du *Figuig*, qui a eu plus d'une fois à dépister ou à combattre des sous-marins et dont tous les officiers et passagers qu'il transportait ont admiré tant de fois le dévouement, le sang-froid, la vigilance toujours en éveil.

Oui, c'est au *Journal officiel* qu'on pourra, qu'on devra trouver, mais pour une part seulement — pour autant qu'ils ne seront pas, par la modestie souvent de leurs auteurs qui si naturel, qu'ils ne songent même pas à demander pour eux-mêmes une récompense — c'est là, dis-je qu'on pourra, qu'on devra trouver les plus belles pages de l'héroïsme français, dans ces mentions si brèves, si sommaires souvent, mais si éloquentes dans leur brièveté qui accompagnent, dans cette sorte de palmarès où s'inscrivent chaque jour les plus pures gloires de la France, les nominations dans notre ordre national de la Légion d'honneur.

La part de notre marine marchande dans ces nominations, dans ces distributions de la croix d'honneur et de la médaille militaire fut souvent bien petite et — peut-être par un reste de ce dédain dont je parlais tout à l'heure des grands aînés de la marine de guerre pour leurs cadets du commerce — trop parcimonieusement mesurée à leurs camarades.

Il est apparu, messieurs, aux deux commissions de la marine de la Chambre des députés et du Sénat, que cette part de justes décorations pouvait et devait être augmentée, et c'est ce qu'a fait la loi du 2 août 1917, au profit des officiers et marins du commerce — qui se sont particulièrement distingués au cours d'une attaque subie par leur bâtiment ». C'est ce que le projet de loi que j'ai l'honneur de rapporter devant vous a pour but de compléter, en écartant certaines causes de retard dans l'octroi de ces distinctions en facilitant par conséquent, et hâtant la remise de ces titres d'honneur entre les mains de ceux qui y ont droit et les ont si noblement mérités.

Messieurs, à votre tour, vous comprendrez ces légitimes impatiences. Vous ne retarderez pas plus que vous ne marchanderez ces distinctions enviées à ceux qui ont risqué leur vie pour le service, le ravitaillement ou la défense de la patrie. En leur accordant moins chichement cette haute récompense tant méritée et tant souhaitée, en rendant à ces hommes de si grand cœur

et de si noble courage l'hommage nouveau que comporte le projet de loi que je vous demande de voter, vous allez faire entendre à cette élite de nos défenseurs un nouveau *sursum corda*. Et vous contribuerez à maintenir l'esprit public dans nos régions maritimes où il est d'ailleurs excellent, à ce haut niveau moral où l'ont mis au cran nos héroïques soldats et marins du front de terre et du front de mer. L'arrière aussi, messieurs, doit s'élever et se tenir à ce niveau. Et comment y manquerait-il, en ces jours particulièrement graves et solennels où l'offensive ennemie nous menace de son suprême effort et où le pays vient d'entendre la voix d'appel des gouvernements de l'entente dans cette déclaration vigoureuse où notre « tigre national » a mis sa griffe et le « lion britannique » son paraphe, et qui nous demande à tous, de tenir, de tenir encore jusqu'à la victoire décisive, jusqu'à ce que nous en finissions, à notre honneur et à notre gloire, « avec cette politique de spoliation qui doit faire place enfin à un régime de paix durable par le droit organisé ».

Messieurs, je n'ajoute plus rien : je sais bien que vous accorderiez l'urgence et je vous demande l'unanimité de vos suffrages en faveur de notre projet de loi. (*Approuvements.*)

M. le président. Personne ne s'oppose au passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi ?...

J'en donne lecture :

« Article unique. — Les attributions de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires avec traitement prévues, pendant la durée de la guerre, par la loi du 2 août 1917, en faveur du personnel de la marine marchande, seront faites dans les conditions spécifiées par le décret du 13 août 1914. »

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix l'article unique de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

13. — AJOURNEMENT DU PROJET DE LOI SUR LES UNITÉS DE MESURE

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les unités de mesure.

M. Cazeneuve, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Ce projet de loi a une importance considérable. C'est, grâce au développement de la science au cours d'un siècle, avec le concours de nos savants et des savants étrangers, une mise au point de la vieille loi de germinal.

Voté sans discussion à la Chambre des députés, il ne sera pas adopté au Sénat sans débat, puisqu'un de nos honorables collègues a déposé un amendement principal, suivi de plusieurs autres.

M. le ministre du commerce n'a pas pu se tenir aujourd'hui à la disposition du Sénat, et il a demandé, d'accord avec la commission, que ce projet de loi fût placé en tête de l'ordre du jour de la prochaine séance qui serait fixée à mardi.

M. le président. La commission ne demande pas au Sénat de se prononcer dès aujourd'hui sur l'urgence ?

M. le rapporteur. Nullement, monsieur le président ; elle demande simplement, en l'absence du ministre, le renvoi du débat à la prochaine séance. (*Très bien !*)

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dominique Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Je ne puis.

parler contre l'urgence, puisque M. le ministre du commerce n'est pas représenté. J'ai eu l'honneur de le voir en particulier, et, par extraordinaire, il n'avait pas encore connaissance de mes amendements déposés en 1914. Ces amendements, messieurs, n'ont pas été étudiés contradictoirement par la commission. Il faudra donc les examiner en séance publique. Or, ils comportent neuf pages. En outre, il existe un tableau annexe au décret prévu, dont chacune des sept pages demanderait un remaniement complet. Ce tableau n'a d'ailleurs été distribué qu'après ma dernière déposition.

M. Cazeneuve. Je demande la parole.

M. Dominique Delahaye. C'est un travail très long que nous ne mènerons pas à bien avant les vacances, parce que ce que M. le rapporteur appelle la mise au point de la loi de germinal an III en est la destruction.

Mais nous ne sommes pas ici pour traiter le fond de la question; il ne s'agit que d'un ajournement. M. le ministre m'a dit qu'il demanderait le renvoi de ce débat à huitaine; mais j'ai devant moi des contradicteurs si pressés que l'on dirait qu'il y a quelque chose d'électrique dans cette affaire. On perd littéralement la mesure dans cette question de poids et mesures. Il faudrait voter cela d'urgence, et rien de ce que je propose n'a été approfondi par la commission, dont le rapporteur m'a déclaré qu'il avait son siège fait. Cette commission se composait, en somme, de M. le rapporteur et de M. le président. Celui-ci élu par M. le rapporteur tout seul, et le rapport approuvé à l'unanimité de ces deux membres présents.

M. Cazeneuve. Vous parlez sans mesure de vos collègues absents.

M. Dominique Delahaye. Vous en valez deux. Vous êtes un savant, comme votre collègue, le président. Et parce que je suis un profane, vous avez pensé m'écraser en m'annonçant que le ministre va faire venir ici, à titre de commissaires du Gouvernement, en plus d'un de ses directeurs, un professeur à l'école polytechnique et un membre illustre de l'académie des sciences. Déjà je tremble en votre présence.

Mais on va offrir au Sénat un fantôme de loi, nos pères — je parle de ceux de la Convention et de ceux de la monarchie en 1837 — se sont montrés capables de faire une loi sur les unités de mesure.

Il semblerait que nous ne les valons pas, puisque le projet remet à l'administration le soin de rédiger le texte qui aura force de loi.

On vous demande ainsi l'abdication du Parlement devant le pouvoir exécutif.

Et quel est le véritable inspirateur du projet qui date d'avant la guerre, de 1913? C'est le Boche Foerster, astronome à Berlin, mais alors en France, et président du comité et du bureau international des poids et mesures, dont le siège est à Sèvres, au pavillon de Breteuil. Il a été, en 1914, le vingt-deuxième signataire du manifeste des intellectuels allemands.

Néanmoins, en 1915, Foerster figurait encore à l'annuaire du bureau des longitudes, dont il était membre correspondant.

Tout à l'heure, j'ai vu, à la bibliothèque du Sénat, un volume, imprimé en 1917, qui contient les travaux et mémoires du bureau international des poids et mesures de la cinquième conférence internationale tenue à Paris, en 1917. Foerster était alors tout puissant et c'est à lui qu'appartient l'initiative du projet, contre l'urgence duquel je m'élève.

Y a-t-il grande presse d'accomplir cette œuvre avant Pâques?

J'ai dit à M. le rapporteur: « Vous me traitez comme si vous étiez la Chambre à vous tout seul et comme si j'étais le Sénat à moi tout seul. »

Vous voulez donc, à la veille des vacances discuter en hâte une pareille question. Je vous préviens que, si vous le faites, je ne laisserai rien passer, car il faut que le Sénat se prononce en connaissance de cause.

Je ne vous annonce pas de l'obstruction, — vous savez que je n'en fais jamais, — mais je réclamerai un examen minutieux.

Je défendrai l'œuvre de la Convention qui a fait le tour du monde.

Voilà, je pense, de l'union sacrée, et je suis étonné que nous soyons divisés sur un pareil sujet, car le système métrique fut préparé par la royauté et mis au monde par la Convention. Il ne faut pas que les Boches nous le ravissent pour nous doter de leur système M. T. S., effarante nouveauté. (Applaudissements à droite.)

M. le rapporteur. Je tiens à répondre en quelques mots à l'honorable M. Delahaye. Notre collègue prétend, — et je suis convaincu que l'expression a dépassé sa pensée, — que nous n'avons pas tenu compte de son amendement. Or, j'ai rédigé un rapport supplémentaire sur cet amendement. Bien mieux, j'ai fait insérer des considérations qu'un des collaborateurs de M. Delahaye a faites siennes.

Nous avons donc poussé la courtoisie et le libéralisme jusqu'à l'extrême. Les questions comme celles de l'unité de mesure ne doivent pas, d'ailleurs, être mises sous le boisseau. Je me permettrai de faire observer que le projet est revenu de la Chambre en 1913. Dès cette époque, nous avons entendu M. Delahaye. La guerre est arrivée inopinément. Nous avons suspendu alors toute discussion sur un sujet scientifique, croyant tous que les hostilités seraient courtes. Elles durent encore. Notre collègue, pris par la maladie, a été absent pendant dix-huit mois.

Par un sentiment de courtoisie, nous avons, selon son désir, attendu sa présence pour demander l'inscription de ce projet à l'ordre du jour.

Messieurs, dans la prochaine séance, nous discuterons la question de l'urgence, c'est-à-dire celle de savoir s'il y a lieu de faire une ou deux délibérations. Je ne vois pas pourquoi notre honorable collègue refuserait d'aborder, mardi, cette question qui le passionne, car il la connaît à fond.

M. le président. M. le rapporteur demande le renvoi de la discussion du projet à la prochaine séance.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

14. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante:

« Paris, le 22 mars 1918.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 22 mars 1918, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1918 (suppléments temporaires de traitement pour cherté de vie et pour charges de famille).

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,

« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée à la commission des finances.

Elle sera imprimée et distribuée.

15. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de la prochaine séance:

A trois heures, séance publique:

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à créer, pour les mutilés de la guerre, un cadre de secrétaires archivistes chargés d'un service nouveau du chiffre au département des affaires étrangères et un cadre complémentaire au service des archives;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les pensions à accorder aux marins du commerce victimes d'événements de guerre ou à leurs familles;

Suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les unités de mesure;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et de mer;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant l'acquisition de certaines denrées de première nécessité;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la rectification administrative de certains actes de l'état civil dressés pendant la durée de la guerre;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'ordre du jour est ainsi fixé.

Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance?...

Voir nombreuses. Mardi!

M. le président. Donc, messieurs, mardi 26 mars, à trois heures, séance publique. (Adhésion.)

Personne ne demande plus la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures quarante minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,
ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu:

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

Erratum

aux annexes du compte rendu in extenso
du 15 mars 1918.

Page 194, 3^e colonne, 37^e ligne :

Au lieu de :

« Pourquoi certains officiers et soldats, qui constituent... ».

Lire :

« ... Pourquoi certains officiers et soldats étrangers, qui constituent... ».

1876. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 mars 1918, par M. Jules Mercier, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si le personnel navigant (en particulier les observateurs en ballon captif) a droit à l'indemnité de fonctions n° 2 à partir du commencement de ses exercices aériens ou seulement à dater de son classement.

1877. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 mars 1918, par M. Gourand, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si la veuve d'un fonctionnaire départemental jouissant à ce titre d'une pension de 625 fr., ayant cinq fils mobilisés, peut être admise au bénéfice de la loi du 5 août 1914 ou recevoir la majoration de 75 centimes prévu par l'article 19 de la loi du 29 décembre 1917.

1878. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 mars 1918, par M. Potié, sénateur, demandant à M. le ministre des finances : quelle compensation sera donnée aux percepteurs mobilisés dans les formations combattantes, pour la plupart pensionnés militaires et titulaires de la Croix de guerre, la loi du 31 décembre 1917 spécifiant que le temps passé dans l'armée active par les agents de l'Etat ne compte que pour une durée équivalente de services civils.

1879. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 mars 1918, par M. le marquis de Kerouartz, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si l'avis défavorable de la commission départementale agricole peut justifier le refus d'un détachement à la terre d'un R. A. T. auxiliaire qui, à la date du 6 mai 1917, était à la fois cultivateur et secrétaire de mairie, et dont la profession de cultivateur, plus importante que celle de secrétaire de mairie, est la principale.

1880. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 mars 1918, par M. le marquis de Kerouartz, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un mobilisé cultivateur, auxiliaire R. A. T., exerçant la profession de secrétaire de mairie, concurremment à celle de cultivateur, ne doit pas être détaché à la terre comme l'a été le notaire cultivateur dont il est question au *Journal officiel* du 21 décembre 1917, page 8343.

1881. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 mars 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que dans certains hôpitaux où le nombre des infirmiers est égal ou supérieur au nombre des malades en traitement des permissions agricoles ne soient pas refusées à des infirmiers.

1882. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 mars 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi la viande fournie depuis quelque temps par certains abattoirs est de mauvaise qualité.

1883. — Question écrite, remise à la pré-

sidence du Sénat, le 22 mars 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi le traitement attaché à la médaille militaire n'a pas été augmenté depuis janvier 1852 lorsqu'il n'y a pas cumulé avec la Légion d'honneur et pourquoi la médaille militaire ne serait-elle pas décernée à tous les grands blessés réformés n° 1.

1884. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 mars 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi tous les anciens agents de police jusqu'à la classe 1902 étant mis en sursis d'appel et réintégrés, un agent de la classe 1898 a été conservé par son chef d'unité.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

1819. — M. Brager de La Ville-Moysan, sénateur, demande à M. le ministre de la justice si un locataire principal ayant, en vertu de son bail, sous-loué l'immeuble dont il jouit à un sous-locataire qui, ensuite mobilisé, se refuse, à l'expiration du bail, de quitter les lieux loués, doit, après la fin du bail, payer au propriétaire le loyer d'un immeuble dont il ne peut recouvrer la jouissance. (*Question du 26 février 1918.*)

Réponse. — La question de savoir si un locataire principal dont le sous-locataire mobilisé a conservé la jouissance des locaux après l'expiration du bail est redevable des loyers à son propriétaire, est une question qui, depuis la promulgation de la loi du 9 mars 1918 sur les baux à loyers relève de la compétence exclusive des commissions arbitrales.

1833. — M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre, si un employé du génie qui, après avoir quitté son emploi, pour raisons de famille, pendant cinq ans, l'a repris un an après, avec un traitement inférieur à 3,600 fr., a droit à l'allocation de 45 fr. pour cherté de vie. (*Question du 2 mars 1918.*)

Réponse. — Réponse affirmative.

1835. — M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre quelle est l'indemnité journalière normale à attribuer, par application du décret du 11 février 1918, à un sous-officier à solde journalière, engagé spécial, chef de famille, qui, conformément au statut des engagés spéciaux, n'a pas de logement. — (*Question du 4 mars 1918.*)

Réponse. — L'indemnité des engagés spéciaux ne logeant pas à la caserne et ne vivant pas à l'ordinaire est fixée, non par le décret du 11 février 1918, mais par la circulaire du 16 février 1918 relative au traitement des engagés spéciaux. Son taux est de 6 fr. pour les adjudants, et de 5 fr. 50 pour les autres sous-officiers.

1839. — M. Guillaume Chastenot, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture et du ravitaillement, pourquoi les départements limitrophes de la Gironde ne sont pas contingents à 300 grammes de pain par tête et par jour comme la Gironde elle-même. (*Question du 7 mars 1918.*)

Réponse. — Une circulaire récente du ministre de l'agriculture et du ravitaillement a rappelé aux préfets que le rationnement du pain doit être établi sur la base de 300 grammes par tête et par jour, en moyenne, avec facilité, suivant leurs disponibilités, d'allouer des suppléments à certaines catégories de consommateurs accomplissant des travaux pénibles ou se trouvant dans un état de santé nécessitant une suralimentation.

En outre, l'attention de l'administration du ravitaillement ayant été appelée déjà sur l'insuffisance du rationnement du pain dans les départements limitrophes de la Gironde, les préfets de ces départements ont été invités spécialement à établir ce rationnement dans

leur département d'après les principes posés par la dite circulaire.

1842. — M. Boudenoit, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les années passées à l'école nationale supérieure des mines peuvent compter, pour la Légion d'honneur, aux officiers anciens élèves de cette école, comme temps de service militaire, ainsi qu'il est compté à l'école centrale. (*Question du 7 mars 1918.*)

Réponse. — Réponse affirmative.

1845. — M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un sous-lieutenant nommé à titre temporaire le 7 septembre 1914, lieutenant à titre temporaire le 21 mars 1916, nommé sous-lieutenant à titre définitif le 24 octobre 1916, ne devrait pas être nommé à titre définitif au 7 septembre 1914 et titularisé lieutenant à compter du 21 mars 1916. (*Question du 11 mars 1918.*)

Réponse. — L'officier visé ne pourra être nommé sous-lieutenant à titre définitif à compter du 7 septembre 1914 que s'il a passé aux armées, dans une formation sanitaire, ou en convalescence, tout le temps compris entre le 7 septembre 1914 et le 24 octobre 1916. Dans le cas où cette hypothèse serait réalisée, il serait nommé lieutenant à titre définitif à compter du 7 septembre 1916 (deux ans après).

1850. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'instruction publique qu'un instituteur stagiaire, élève maître de l'école normale, sorti en 1913, pourvu du brevet supérieur, ayant exercé une année avant son incorporation en novembre 1914, soit titulaire, sans attendre les mesures réparatrices promises à la clôture des hostilités. (*Question du 14 mars 1918.*)

Réponse. — Le Parlement va être incessamment consulté sur les mesures à prendre pour sauvegarder les droits des intéressés dans les cas analogues à celui qui est signalé par l'honorable sénateur.

1863. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée le 15 mars 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Paul Fleury a déposé sur le bureau du Sénat une pétition d'un certain nombre de consommateurs de chicorée de la commune de Tessé-la-Madeleine (Orne).

Ordre du jour du mardi 26 mars.

A trois heures, séance publique :

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils. (Nos 87 et 102, année 1918. — M. Millès-Lacroix, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à créer pour les mutilés de la guerre, un cadre de secrétaires-archivistes chargés d'un service nouveau du chiffre au département des affaires étrangères et un cadre complémentaire au service des archives. (Nos 446, année 1917, et 103, année 1918. — M. Lucien Hubert, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les pensions à accorder aux marins du commerce victimes d'événements de guerre ou à leurs familles. (Nos 338, année 1917, et 24,

nnée 1918. — M. Eugène Guérin, rapporteur, et n° 104, année 1918. — Avis de la commission des finances. — M. Goy, rapporteur.)

Suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les unités de mesure. (N°s 297, année 1914, 31 et *annexe* et 75, année 1918. — M. Cazeneuve, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et de mer. (N°s 373, année 1916, et 351, année 1917. — M. Etienne Flandin, rapporteur; n° 409, année 1917. — Avis de la commission de la marine. — M. Gabrielli, rapporteur; et n° 42, année 1918. — Avis de la commission de l'armée. — M. Henry Chéron, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant l'acquisition de certaines denrées de première nécessité. (N°s 444, année 1917 et 12, année 1918. — M. Perreau, rapporteur; et n° 65, année 1918. — Avis de la commission des finances. — M. Perchet, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la rectification administrative de certains actes de l'état civil dressés pendant la durée de la guerre (N°s 53 et 105, année 1918. — M. de La Batut, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre. (N°s 54 et 69, année 1918. — M. Paul Strauss, rapporteur; et n° 110, année 1918. — Avis de la commission. — M. Cazeneuve, rapporteur.)

Errata

1^o au compte rendu in extenso de la séance du jeudi 14 mars (Journal officiel du 15 mars).

Page 164, colonne 1, ligne 5 en partant du bas,

Au lieu de :

« Dans tout acte ou toute déclaration... ».

Lire :

« Dans tout acte ou déclaration... ».

2^o Au compterendu in extenso de la séance du vendredi 15 mars (Journal officiel du 16 mars).

Page 189, colonne 1, ligne 6 en partant du bas,

Au lieu de :

« Ministère du ravitaillement général »,

Lire :

« Ministère de l'agriculture et du ravitaillement ».

3^o au compte rendu in extenso de la séance du mardi 19 mars (Journal officiel du 20 mars).

Page 205, colonne 2, ligne 5, et page 207, colonne 2, ligne 53,

Au lieu de :

« ... minimum... ».

Lire :

« ... minima... ».

Annexe au procès-verbal de la séance du 22 mars.

SCRUTIN (N° 9)

Sur le projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de traitement des personnels civils de l'Etat et les suppléments temporaires de solde des officiers subalternes et sous-officiers à solde mensuelle, et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés pour le premier trimestre de 1918 : 1^o au titre du budget ordinaire des services civils; 2^o pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

Nombre des votants.....	226
Majorité absolue.....	114
Pour l'adoption.....	226
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Albert Peyronnet. Amic. Aubry. Audren de Kerdrail (général). Aunay (d).

Barbier (Léon). Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoit. Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Butterlin. Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumié. Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot. Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Behove. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean). Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fabien Cesbron. Fagot. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaines. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gérard (Albert). Girard (Théodore). Goirand.

Gomot. Gouzy. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guingand. Hayez. Henri Michel. Henry Béranger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jouffray.

Kéraniec'h (de). Kérouartz (de). Lamarzelle (de). Larere. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérissé. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet. Magny. Maillard. Marcère (de). Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascureau. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Merlet. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeullart. Monis (Ernest). Monnier. Mouservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat. Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac. Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penarros (de). Perchet. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philppot. Pichon (Stéphen). Poirson. Pontelle. Potié. Pouille. Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Ribosière (comte de la). Ribot. Richard. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé. Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Sfeeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de). Trystram. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vien. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Chautemps (Emile). Dron. Dubost (Antonin). Ermant. Goy. Gravin. Humbert (Charles). Jonnat. La Batut (de). Mercier (Jules). Milan.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Defumada. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Gentiloz. Gnilloteaux. Riotteau. Saint-Germain.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	231
Majorité absolue.....	116
Pour l'adoption.....	231
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.